T2137-527-8,00 F

ISSN 0026-9433

C.I.R.A

hebdo le monde libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE adhérente à l'I.F.A. N°527 JEUDI 19 AVRIL 1984 8,00 F

LA LORRAINE DANS LA RUE

Le gouvernement aura besoin de souffle pour éteindre les hauts fourneaux de la colère.

Page 4

COTISATIONS SOCIALES

L'Etat français fait des économies sur le dos des travailleurs immigrés.

Page 6

LES ESPOIRS DU C.N.P.F.

Gattaz prêt à épauler le gouvernement pour recevoir davantage de cadeaux.

Page 12

communiqués

• LA DÉFENSE

Le groupe de La Défense informe les personnes intéressées par l'anarchisme qu'il assure une vente du M.L. tous les jeudis, à partir de 16 h 30, au Pont-de-Neuilly, au départ des bus.

• MOULINS

L'Association pour une culture libertaire (A.C.L.) organise, le mardi 10 avril, à 20 h, à l'Université populaire, une conférence-débat sur le thème : « D'une défense de la laïcité à une éducation libertaire ». Cette conférence sera animée par Jean-Marc Raynaud qui récidivera le mercredi 11 avril, à Clermont-Ferrand, et le jeudi 12 avril, au Puy.

• EVREUX

Le groupe Manuel-Devaldes tient désormais régulièrement une permanence le dernier samedi de chaque mois, de 14 h à 16 h, dans la salle des associations (n°1), derrière la mairie d'Evreux. De plus, il assure une vente du M.L. tous les samedis matin sur le marché d'Evreux.

éditions

• Affiche éditée à propos de la publicité sur la bande F.M., prix 5 F l'unité et 0,70 F l'unité au-dessus de 10 exemplaires. Format : 44 x 56.

• Le groupe de Toulouse vient d'éditer une affiche sur le thème : « Les ventes d'armes ». Cette affiche est vendue 5 F l'unité, 0,70 F l'unité au-dessus de 10 exemplaires. Format : 44 x 56.

Permanence du Secrétariat administration, secteur imprimerie :
le samedi de 15 h à 17 h,
à la librairie du Monde libertaire.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris-11e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie : « Roto de Paris » 24, rue des Rigoles, Paris 20e
Dépôt légal 44 149 — 1er trimestre 1977 /
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous plis fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom ..... Prénom .....
N° ..... Rue .....
Code postal ..... Ville .....
A partir du n° ..... (inclus) Pays .....
Abonnement ◯ Réabonnement ◯ Abonnement de soutien ◯
Chèque postal ◯ Chèque bancaire ◯ Mandat-lettre ◯ Règlement (à joindre au bulletin)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste.

fêtes

• BESANÇON

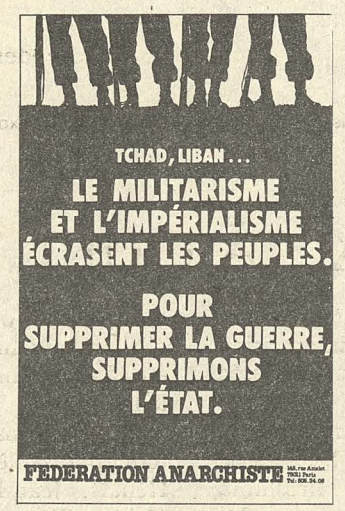
Le groupe Proudhon organise un gala le mercredi 25 avril, à 20 h 30, avec Font et Val et Alain Aurenche (prix des places : 65 F).

• DIJON

Le groupe de Dijon présente son premier gala : le vendredi 4 mai, à 21 h, avec Jean-Roger Caussimon, à l'amphi Roupnel, fac. de lettres, bouleverd Gabriel. Le prix des places est de 55 F et l'on peut louer celle-ci à l'Atelier de photographie, 57, rue Jeannin ; à l'Air libre, 16, rue du Tillot ; au Soleil noir, 10, rue Crebillon, à Dijon.

éditions

• Affiche éditée par le groupe Paris-15e, prix : 5 F l'unité et 1 F l'unité au-dessus de 10 exemplaires. Format : 60 x 90.



• Le groupe Libertad vient d'éditer une brochure : *Albert Libertad, articles choisis*. Elle est en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 15 F.

• *La Rue* n°34, revue du groupe Louise-Michel, vient de paraître. Au sommaire : éditorial — « A quel âge faut-il tuer Big Brother ? » — ; « Camarades, on attend le changement ! » par R. Bosdeveix ; « Société de consommation ou société d'exploitation ? » par S. Basson ; « La protection sociale » par A. Devriendt ; « Amour, anarchie » par J.-M. Raynaud ; « A propos d'un congrès national de la C.N.T. en Espagne » par M. Joyeux ; « Liban, goulet d'étranglement des civilisations depuis les temps protohistoriques » par A. Vancia ; « L'après référendum... une perspective anarchiste » par D. Roussopoulos ; interview de Léo Ferré par F. Travelet ; et les rubriques cinéma, poésie, etc.

• Le numéro 12 du journal *Infos et analyses libertaires* boucle sa troisième année de parution. Il est réalisé par les groupes Puig-Antich (Perpignan) et de Béziers de la Fédération anarchiste, avec cette fois-ci une participation du groupe de Toulouse.

Depuis le 22 mars, il est en vente dans les librairies de Perpignan dont la liste suit : « Futur antérieur », rue du Théâtre ; « Torcatis », rue Mailly ; « Librairie de Catalogne », place J. Payra ; « 1984 », rue Foy.
Au sommaire de ce numéro (riche en articles, dessins, photos et documents) : un dossier sur les entreprises en difficulté dans les Pyrénées-Orientales ; des articles sur la montée de l'extrême droite, la lutte paysanne de la Vernède, la contestation à Perpignan, la nouvelle culture bittéroise, sur Montand, E. Maire, et... une interview exclusive du chanteur Renaud. Le numéro coûte 6 F (22 pages) et est également en vente à la librairie du Monde libertaire.
Tous les premiers dimanches de chaque mois, vous pouvez rencontrer le groupe Puig-Antich au marché au puces, route de Bompas. Pour tout contact : *Infos et analyses libertaires*, B.P. 233, 66002 Perpignan Cédex.

Permanence du Secrétariat aux relations intérieures
le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (m° République)
tél. : 805.34.08

liste des groupes f.a.

• LIAISONS PROFESSIONNELLES :

Liaison des postiers, Cercle inter-banques, Liaison ORTF.

• LIAISONS :

Nord : Noyon, Valenciennes, Stella-plage — **Picardie** : Pont-Sainte-Maxence — **Est** : Nancy, Charleville-Mézières, Vosges, Bas-Rhin, Haut-Doubs — **Ile-de-France** : Mantes-la-Jolie, Corbeil-Essonnes — **Ouest** : Lamballe, Routot, Laval, Poitiers, Saintes, Chatellerault, Angoulême — **Centre** : Blois, Vierzon, Le Puy, Saumur, Chartres, Clermont-Ferrand, Nord-Haute-Loire — **Sud, Sud-Ouest** : Aix-en-Provence, Le Caylar-Lodève, Hyères, Montpellier, Périgueux, Antibes, Tournon, Sainte-Affrique, Sète, Canne-la-Bocca, Lot, La Seyne-sur-Mer, Nice — **Rhône-Alpes** : Chambéry, Bourgoin-Jallieu — **Corse** : Ajaccio.

• PROVINCE :

Aisne : Anizy-le-Château — **Allier** : Moulin — **Ardèche** : Aubenas — **Bouches-du-rhône** : Marseille, Bouc-Bel-Air — **Calvados** : Caen — **Charentes-Maritimes** : Marennes, Rochefort — **Côte d'Or** : Dijon — **Doubs** : Besançon — **Eure** : Evreux — **Finistère** : Brest, Quimper — **Gard** : Groupe du Gard — **Haute-Garonne** : Toulouse nord, Toulouse sud — **Haute- Saône** : Gray — **Hérault** : Béziers — **Ile-et-vilaine** : Rennes — **Indre-et-Loire** : Tours — **Jura** : Dôle — **Loire** : Saint-Etienne — **Loire-Atlantique** : Nantes — **Lot-et-Garonne** : Agen — **Maine-et-Loire** : Angers — **Manche** : Cherbourg — **Marne** : Reims — **Morbihan** : Lorient — **Moselle** : Metz — **Nord** : Lille — **Oise** : Creil — **Orne** : Flers, La Ferté-Macé — **Rhône** : Lyon — **Sarthe** : Le Mans — **Seine-Maritime** : Le Havre, Rouen — **Somme** : Amiens — **Var** : Groupe Région toulonnaise — **Haute-Vienne** : Limoges — **Yonne** : Auxerre.

• RÉGION PARISIENNE :

Paris : douze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1er, 3e, 4e, 5e, 9e, 10e, 11e, 13e, 14e, 15e, 18e, 19e, 20e — **Banlieue sud** : Fresnes-Antony, Vallée de Chevreuse-Rambouillet, Villejuif, Melun — **Banlieue est** : Gagny, Neuilly-sur-Marne, Chelles, Montreuil, Rosny, Bobigny, Drancy — **Banlieue ouest** : Houilles, Versailles, Conflans-Sainte-Honorine — **Banlieue nord** : Villeneuve-la-Garenne, Saint-Ouen, Argenteuil, Colombes, Sevran, Bondy, Epinay-sur-Seine.

communiqués

• TOULON

A l'occasion du 1er Mai, le groupe Région toulonnaise appelle à un rassemblement, à 10 h, place de la Liberté, à Toulon.
Par ailleurs le groupe assure une table de presse, ainsi qu'une vente du M.L., les 1er et 3e dimanches (matin) de chaque mois, au marché aux Puces de Toulon (Lavalette).

• TARN

La liaison F.A. en formation dans le Tarn invite tous les anarchistes intéressés à prendre contact avec les R.I. qui transmettront.

• Une lettre de soutien à tous les insoumis est toujours disponible à la librairie du Monde libertaire. Elle reprend les arguments de deux articles antimilitaristes du *Monde libertaire* n°503 et se termine par ces exigences : « J'exige que les opinions de chaque individu soient respectées et que nul ne soit inquiété pour ses idées. J'exige l'arrêt immédiat des poursuites contre les insoumis à l'armée ou au service civil.

• SAINT-ETIENNE

Tous les vendredis, de 13 h à 15 h, le groupe Makhno de Saint-Etienne anime « Rouge et Noir, tribune libertaire » sur une radio libre locale : Radio-Dio (90 MHz). Cinq rubriques structurent l'émission : l'actualité vue par les libertaires, les boulets noirs, un dossier historique (par exemple : les maîtres-camarades ou la pédagogie libertaire en Allemagne ; les collectivisations en Catalogne, en 1936 ; etc.), mémoire d'anarchistes (sur les personnages de l'anarchisme, ex. : S. Faure) et un sujet-débat. Cadre musical : de M.C.5 à des groupes anarchistes grecs, en passant (quand même !) par Ferré, Brassens, Renaud, Manset, etc., jusqu'à The Cure.

sommaire

PAGE 2 : Activités des groupes de la Fédération anarchiste — PAGE 3 : Editorial, Adieu Théo, Communiqué, En Bref, Semaine d'info à Albi — PAGE 4 : Lorraine-sur-Seine, Paris ville propre, Colère des sidérurgistes — PAGE 5 : Insertion professionnelle des jeunes — PAGE 6 : Bruits de bottes à Paris, Les immigrés et les cotisations sociales — PAGE 7 : Sans pub et sans reproche, Radio-Libertaire et la pub — PAGE 8 : Un nouveau magazine, Turquie, Grèves en R.F.A. — PAGE 9 : Informations internationales — PAGE 10 : Archives — PAGE 11 : Note de lecture, Programmes de Radio-Libertaire, Exposition, Cirque, Spectacle — PAGE 12 : Collaboration de classes, Gattaz le Monsieur Plus du patronat.

en bref...en bref...

• Depuis plus d'un an, des animations — musique et chansons — ont été organisées dans les cafés et restaurants parisiens par l'association (loi de 1901) : Culture et Quotidien (21, rue de la Butte-aux-Cailles, Paris 13e. Tél. : 580.95.49.). Une « mystérieuse » plainte, transmise par la Préfecture de police a entrainé l'interdiction de ces animations. En effet, les établissements qui ne paient pas les taxes de la licence V (cabarets, boîtes de nuit), ne sont pas autorisés à présenter des animations. Comme cela se pratique dans plusieurs pays d'Europe, Culture et Quotidien demande l'autorisation de continuer à organiser des soirées dans les cafés et restaurants.

• A partir du 18 avril, tous les jours de 12 h à 14 h, pendant un mois, les productions Bernard Baissat diffuseront deux films : *Ecoutez Bizeau* (de R. Brécy et B. Baissat) et *Ecoutez May Picqueray* (de B. Baissat) au cinéma « Saint-André-des-Arts », 30, rue Saint-André-des-Arts, Paris 6e, métro Saint-Michel.

• Le journal *Objection* d'avril 84 vient de paraître. On y apprend entre autres choses que *Le nouveau guide de l'objecteur* sortira bientôt, au prix de 8 F (port en sus). Pour tous renseignements, vous pouvez écrire à Objection collective, c/o C.E.P. 5006 Saint-Jean, 69245 Lyon cédex 5, chèques de réglement à l'ordre de : Fernand Karagiannis.

• La compagnie théâtrale Exagone se prépare à créer un spectacle à propos d'Elisée Reclus. La création d'un tel spectacle nécessite de l'imagination et d'énormes moyens. Si vous êtes en mesure de les aider dans leur travail, écrivez leur à : Exagone, 33220 Sainte-Foy-la-Grande.

• Le C.A.S.D.A.L. organise deux samedis pour le mouvement libertaire et l'autogestion, 10, boulevard Stalingrad (près du C.E.S. Saint-Georges), à Périgueux (entrée libre). Au programme : projections de films, débats, expositions, chansons, etc. Samedi 21 avril : à 16 h, diapos et débat à propos de l'insurrection anarchiste en Ukraine et du mouvement makhnoviste (1917-1921) ; à 20 h 30, débat avec M. Auvray, auteur de *Objecteurs, insoumis, déserteurs* ; à 22 h, B. Daraqui chante G. Couté. Samedi 28 avril : à 16 h, animation poétique avec la revue *Faux-Pas* ; à 20 h 30, *Ecoutez May Picqueray* de B. Baissat ; à 22 h, chansons avec Nanard et percussions avec J.-J. Peytoureau.

THÉO, SALUT

NOTRE compagnon Théo Besson nous a quitté le 21 mars, à Hyères, à l'âge de 83 ans.

Né en 1901, à La Farlède (Var), il s'intéresse très jeune à l'anarchisme. En 1931, il fréquente les groupes anarchistes lyonnais. Incorporé au 3e Régiment aérostier de Privas, il connaît la prison pour actes d'insubordination et de révolte. En 1946, il s'installe à Hyères.

En 1973, il adhère au groupe où il nous laisse en souvenir sa bonne humeur, sa révolte et son espoir d'un monde meilleur. C'est avec tristesse et regret d'avoir perdu un fidéle compagnon que nous adressons nos condoléances à son frère.

Gr. Région toulonnaise

COMMUNIQUÉ

ZBIGNIEW Kowaleski est le dirigeant du syndicat Solidarnösc à Lodz. Résident depuis deux ans en France, il a, à ce titre, reçu une « invitation » à quitter le territoire avant le 28 avril 1984.

Cette sollicitation émanerait de la Préfecture de police qui motiverait le refus de renouveler sa carte de résident étranger par « une insuffisance de moyens d'existence personnels » !

Au pays des droits de l'Homme, dans cette vieille terre d'asile qu'est la France, il ne peut s'agir que d'un faux grossier.

Cette boutade, encourageant Kowaleski à rejoindre les geôles polonaises, ne peut pas provenir de notre gouvernement socialiste et communiste, dont le représentant officiel — un certain François Mitterrand — avait dénoncé l'état de siège du 13 décembre 1981 ainsi que l'écrasement des syndicalistes polonais.

Dans le cas contraire, la Fédération anarchiste (1) s'engagerait à tout mettre en œuvre pour s'opposer à l'expulsion de Zbigniew Kowaleski.

Fédération anarchiste

(1) La Fédération anarchiste se joint à l'appel « Non à l'expulsion d'un dirigeant de Solidarnösc ».

LA PAIX : À QUEL PRIX ?

C'était le thème de la semaine d'information qu'avait co-organisée la liaison Bas-Rhin, à Haguenau, du 23 au 31 mars 1984. Expositions (dessins de J.-F. Batellier, documents sur Hiroshima et Nagasaki), projections, débats, tables de presse se sont succédé et ont vu passer environ 800 personnes.

L'accent a surtout été mis sur le souci de donner aux gens des éléments autres que les informations officielles, leur permettant ainsi de se faire une idée des multiples facettes de la militarisation de la société et de la préparation à la guerre.

Les débats ont été animés, contradictoires, voire enflammés, notamment lors des soirées « spécial symbiose » et « spécial religions face à la paix ». Les représentants des communautés religieuses, venus défendre la cause de la paix par et dans l'Evangile ont reconnu n'avoir jamais eu affaire à un débat aussi virulent.

Nous tenons ici à remercier tout particulièrement Yves Le Hénaff, Jean-François (gr. du 11e) et Pierre-Martial Cardona qui, par leur présence, ont su donner aux soirées qu'ils animaient une dimension sortant des sentiers battus du pacifisme bon teint. Un chaleureux merci également à nos compagnons de la C.N.T. dont le montage sur la symbiose a été un bon prélude au débat et enfin notre reconnaissance aux militants de la Libre Pensées du Bas-Rhin, venus nous appuyer dans notre combat pour la suppression de l'oppression mentale.

A bientôt donc, ici ou ailleurs.

Liaison Bas-Rhin

Editorial

PENDANT que les sidérurgistes lorrains manifestaient à Paris, de la place de la Nation aux Champs-de-Mars, captant les feux des médias, la direction de Citroën façonnait son plan de licenciements. Dire que le choix des mots ou plutôt leur évolution frôle le cynisme est un doux euphémisme. Que ce soit du côté gouvernemental comme du côté patronal, on mêle habilement « suppressions d'emplois », « reclassements », « stages de reconversion ». Là, dans le cas présent de Citroën, la direction avance le chiffre de 2 000 licenciements « secs ».

Le patronat a beau jeu de dire qu'il ne fait que suivre les directives gouvernementales. On se demande dans ces conditions pourquoi Chirac and Co veulent reprendre en mains l'appareil d'Etat. Ceux qui y sont actuellement gèrent tout si conformément aux intérêts du Capital qu'on se demande quelles pulsions inavouables agitent les représentants de l'opposition actuelle !

Dans une autre industrie, le textile, la direction de la compagnie Boussac-Saint-Frères a présenté au cours d'une réunion du comité central d'entreprise, à Wambrechies (Nord), que d'ici 1985, il y aurait 1 500 suppressions d'emplois.

Pourtant quand on se penche un peu sur l'état de santé de l'économie française, on voit que du côté des entreprises ça ne marche pas mal. L'I.N.S.E.E. a publié dernièrement les résultats provisoires de ce que l'on appelle les « comptes de la Nation », d'où il ressort trois principales conclusions : en 1983, les entreprises se sont enrichies ; les ménages (entendez par là les Français, comme vous et moi !) se sont appauvris ; la nation dans son ensemble a connu une croissance de sa production. Rien à voir avec les cris d'orfraie que nous jette périodiquement « Monsieur Plus » Gattaz !

Pour 84, le nombre de conflits aurait progressé en février, totalisant 142 350 journées de travail contre 139 800 en janvier, et 121 600 en février de l'année dernière. Ce jeudi 19 avril, Edmond Maire sera reçu par Mitterrand ; mettront-ils au point un nouveau duo ? Sera-t-il vraiment différent de celui élaboré il y a quelques semaines avec Bergeron ? Nous posons la question !

Le monde syndical navigue en ce moment au jugé, essayant de contenir le mécontentement des syndiqués. Ces derniers en ayant ras-le-bol de servir de marchepied pour aller dans les ministères. Ils mesurent la portée sociale des agissements gouvernementaux au poids de leur pouvoir d'achat... Mais le gouvernement a choisi d'aider les entreprises et laissent aux dirigeants syndicaux le soin de se dépétrer dans leurs contradictions.

Pour nous, anarchistes, le choix est simple, nous ne voulons pas perpétuer le système en le replâtrant mais créer un nouveau monde sur les ruines de l'ancien !

ALBI : LA CULTURE AUX MAINS DES MILITAIRES

ALBI est une petite ville cathare, chef-lieu du Tarn, connue pour sa célèbre cathédrale en briques roses, mais aussi, c'est plus récent, pour ses parachutistes, commandés par le général Kahn, qui interviennent au Tchad ou au Liban.

Dès l'annonce des fameux accords Hernu-Savary, un collectif antisymbiose se crée à Albi, soutenu entre autres par les C.E.M.E.A., l'Ecole émancipée, la Fédération des œuvres laïques, les Francs Camarades, le S.G.E.N., etc. Le 19 août 1981, Savary répond au collectif qu'il n'y a pas à s'inquiéter, et que rien ne se fera sans une large concertation. Un mois après, le 13 septembre, le protocole Armée-Education est signé ! Le collectif repart de plus belle avec cette fois un seul mot d'ordre : abrogation du protocole !

Comme convenu lors de la réunion nationale des collectifs antisymbiose des 8 et 9 octobre, à Lyon, le collectif tarnais, parmi tant d'autres, décide d'organiser une semaine d'action du 14 au 21 mars 1984. Durant cette semaine, sont prévus : des débats, des projections de films, des animations pour les enfants et une exposition permanente.

Cette exposition se compose des documents officiels des deux ministères, de prises de positions approuvant ou condamnant le protocole, des coupures de presse sur les applications pratiques du protocole, une rétrospective historique de la militarisation de l'enseignement, des extraits militaristes de manuels scolaires, de photos, etc.

En février, le Centre culturel de l'Albigeois accepte de prêter des locaux pour les différentes manifestations. Le 13 mars, le directeur du centre culturel averti le collectif que, afin d'éviter des « problèmes »... la tenue de cette manifestation, provoquant des remous du côté des autorités militaires d'Albi, est très fortement compromise. De plus le Centre culturel de l'Albigeois invoque aussi le fait que l'exposition « remet en cause les principes de respect des personnes » ! Le collectif occupe alors les locaux, fait glisser une échelle par une fenêtre, permettant ainsi un accès original à la salle d'exposition fermée à clef.

Le conseil d'administration du centre culturel se réunit en séance extraordinaire. Il propose un « compromis » : l'exposition se tiendra au centre, mais il ne faudra pas le faire savoir (sic) et le projet devra être présenté au général Kahn. Pour le collectif tarnais, il est hors de question d'accepter !

Le vendredi 15, le général Kahn déclare à la T.V. régionale : « La liberté des antimilitaristes s'arrête là où commence celle des militaires. » et que « face à cette situation, il s'est vu contraint de consigner tous ses hommes durant la semaine ». Il propose en outre un débat avec les gens du collectif. Notons que jamais le général ne parlera du protocole Hernu-Savary, thème de la semaine d'action, restant sur « l'antimilitarisme » sans aucune précision. Le collectif ne relève pas le défi, estimant que le seul interlocuteur intéressant serait un représentant du ministère de l'Education nationale.

Le collectif apprend également par le député Pierre Bernard qu'au ministère de la Défense, on l'a chargé de suivre la situation à Albi.

Une réunion de tous les partis et associations se tient sur le thème de la liberté d'expression. On voit se cotoyer C.G.T., C.F.D.T., Parti communiste, anarchistes, antimilitaristes, etc. Pendant ce temps, l'occupation du centre se poursuit. Elle se termine le 21, date de clôture de la semaine antisymbiose. L'après-midi, beaucoup de lycéens ont assisté à l'« expo interdite ». A 18 h, le collectif et les associations qui le soutiennent ouvrent la porte principale. Plus tard, un mur de ciment, surmonté de barbelés est édifié, rebaptisant le Centre culturel de l'Albigeois en « Centre de la censure albigeoise ».

Cette affaire résume bien la symbiose Armée-Education : « D'accord pour l'appliquer, interdit d'en discuter ! ». On peut s'inquiéter de voir une municipalité socialiste céder ainsi devant le pouvoir militaire. Cette semaine aura eu le mérite de mettre en lumière les problèmes latents de censure à Albi.

Le 25 avril, partout en France vont se tenir de grandes manifestations laïques. Le Collectif antisymbiose tarnais va s'efforcer de montrer que la laïcité, c'est aussi pas d'armée à l'école ! La liberté ça se gagne ; la lutte continue !

D.D.

LORRAINE-SUR-SEINE ? VILLE PROPRE !

LA veille, Philippe Herzog avait causé à la télé, parlé de production et de chiffres, le Parti communiste se posant plus en gestionnaire, voulant intervenir pour faire échec au « gachis », qu'en défenseur auto-proclamé des travailleurs. Le lendemain, la présence-surprise de Georges Marchais au début de la manifestation de la place de la Nation au pont d'Austerlitz n'avait selon ses dires aucun « caractère d'hostilité à l'égard du gouvernement auquel nous participons ». Dont acte, la direction du Parti communiste continue son double jeu, mais par sa présence dans la première grande marche dirigée contre le gouvernement de gauche s'engage objectivement.

A.F.P.

Le double jeu d'un politicien.

La C.G.T. était pourtant omniprésente dans cette manifestation du 13 avril où la Lorraine laborieuse montait sur Paris. Même si la croix de Lorraine C.G.T.-C.F.D.T.-F.O.-F.E.N.-C.F.T.C.-C.G.C. se voulait unitaire, la présence effective sur le terrain l'était moins, tant l'appareil militant de la C.G.T. maintenait une pression sensible. En poussant un peu les choses, on peut dire que si pour la centrale syndicale d'Henri Krasucki « tout le monde était sur le pont », il n'en était pas de même pour les autres. Pour ne parler que de la C.F.D.T., seuls semblaient être présentes les structures de base, les « organismes officiels » brillant par leur quasi-absence (1).

Des métallurgistes belges de la F.G.T.B. étaient présents comme des travailleurs d'outre-Rhin qui portaient une bande-role assurant les sidérurgistes français de la solidarité de leurs camarades ouest-allemands. Tout en fait (même le beau temps !) était là pour faire de cette manifestation une démonstration de la combativité et de la détermination des travailleurs de l'acier, mais les Lorrains n'étaient-ils que « nombreux et désabusés », peu confiants sur une révision des décisions gouvernementales ? Car en fait, c'est de cela qu'il s'agit : les directions syndicales acceptent-elles le plan acier ou non ?

Dans le cas du rejet de ce plan, que met-on en branle pour s'opposer à ce plan ? La « mobilisation syndicale » du vendredi 13 avril a en partie répondu : raison d'Etat oblige, on accepte globalement tout en laissant s'exprimer la grogne des adhérents ! Les syndicalo-gouvernementalistes disent que rien n'est possible sans l'intervention des travailleurs, mais veulent-ils vraiment changer les rapports de production ?

Manifestation des sidérurgistes lorrains. A.F.P.

Thierry
Gr. Pierre-Besnard

(1) La C.G.T.-F.O. avait, elle, un camion où des militants syndicalistes intervenaient à l'adresse de la population parisienne.

LE Centre maternel du Jardin des Plantes a accueilli, depuis son ouverture en janvier 1971, 212 jeunes mères célibataires, pendant leur grossesse et durant les premières années de leur enfant, et, en crèche externe, de nombreux enfants du Ve arrondissement.

Depuis quelques années, se consacrant exclusivement à des mineures, le centre a dû faire face aux problèmes que pose la maternité chez des adolescentes de plus en plus jeunes. Le Centre maternel est le seul foyer sur Paris qui accueille des mineures de 14 à 17 ans pendant leur grossesse, quand elles sortent d'un autre foyer, d'une famille qui les rejette ou parfois dans la rue, souvent envoyées par le juge des enfants, et les héberge jusqu'aux 3 ans de leur enfant si nécessaire.

A cause du déséquilibre financier de la maison, le centre dépose son bilan et la fermeture arbitraire est décidée. Ainsi des lettres de licenciement sont arrivées et la moitié du personnel est dispensé d'effectuer son préavis alors que nous estimons ne pas avoir terminé notre travail. La fermeture est baclée.

Vendredi 6 avril, à 17 h, la fermeture définitive était prévue pour le soir même ; devant la situation (4 mères et leurs enfants sans hébergement), la direction leur accorde bon gré, mal gré, un sursis pour le wek-end. Des solutions ont été trouvées pour d'autres. Mais quelles solutions ? Une chambre d'ancien hôtel de passage, style débarras (10 m²), pour une jeune femme, son fils (2 ans) et son copain... Des foyers, pour changer, et « les aider » à s'en sortir ! Des propositions au fin fond des banlieues « zupesques », isolées, avec pour seul contact les services sociaux dont on connaît toute la chaleur et l'humanité ! Déportées du Ve arrondissement grâce à Mr Tibéri et à ses électeurs, pour cause de salubrité publique. De l'argent généreusement alloué, pour les virer, par les services sociaux du Ve ; puis démerdez-vous !

La décision de fermer ce centre a été prise, début mars, par la D.D.A.S.S. et le conseil de Paris, d'un commun accord précisant qu'ils se démenaient pour trouver des solutions pour tout le monde (mères du foyer, enfants du foyer, externes et reclassement du personnel). Par un heureux coup du sort, depuis que la décision a été prise, les instances compétentes sont impossibles à joindre : vacances, maladie, etc.

Pour la bonne hygiène du quartier, un prix de journée « fermeture » (double de celui qui est payé pour le fonctionnement du centre) va être alloué. Rappelons que cette population « éminemment caractérielle, alcoolique, droguée » est un danger perpétuel, une agression permanente envers la population du Ve.

Nous nous élevons violemment contre la fermeture du centre et demandons le maintien des activités dans un local adapté, ainsi que la défense de l'emploi des 20 personnes employées dans cette structure. Personne ne peut rester indifférent devant une pareille injustice qui, une fois de plus touche les plus démunis. Le Centre maternel ferme, mais nous ne nous tairons pas pour autant.

Isabelle et Francine

• Pour tous contacts :
S.A.S.C.E.R.-C.F.D.T., 85, rue Charlot, 75003 Paris.

LES HAUTS FOURNEAUX DE LA COLÈRE

« NOUS avons dit au Premier ministre : « Vous voulez fermer les hauts fourneaux mais il y a des hauts fourneaux qui sont en train de s'allumer : ce sont les hauts fourneaux de la colère. » Citation particulièrement d'actualité depuis maintenant plusieurs jours en Lorraine, et surtout sur les sites sidérurgiques, du côté de Longwy, Gandranges, Neuves-Maisons, Pompey ou dans la vallée de la Fensch. Pourtant celui qui a dit cela un jour n'est pas un sidérurgiste lorrain...

Cette citation est de Pierre Mauroy et il l'a prononcé le 25 janvier 1979 à la sortie de l' hôtel Matignon après un entretien qu'il avait eu avec son prédécesseur, Raymond Barre, à propos du plan acier de l'époque. Depuis, les choses ont « changé » ! Le « contestataire » Pierre Mauroy est devenu Premier ministre du gouvernement de gauche. Et le dernier cadeau de Mitterrand, Mauroy et de son gouvernement aux gens qui les ont élu, est l'annonce le 29 mars dernier d'un nouveau plan acier pour la sidérurgie lorraine.

Ce plan acier, avec son cortège de suppression d'emplois est un nouveau coup dur pour la Lorraine (voir tableau), déjà si touchée par la crise et le chômage.

Les différents plans acier et les suppressions d'emplois.

Plans	Licenciements prévus	Licenciements réalisés
1977	12 500	15 350
1979	14 000	21 100
1982	6 300	3 000 (1)
1984	7 750	—
Total	40 550	39 450

(1) Suppressions d'emplois prévues de 1982 jusqu'en 1986.

De Longwy à Hagondange, les hauts fourneaux de la colère se sont donc rallumés. Le 29 mars, dès l'annonce de ce nouveau plan, les sidérurgistes ont réagi aux projets du gouvernement par de nombreuses actions non-violentes dures (routes bloquées, rails découpés, centre des impôts de Longwy saccagé, monument « La Métropole du fer » détruit à Thionville, etc.).

Un représentant de la C.F.D.T. déclarait après cette soirée de colère : « Pendant un mois, nous, les sidérurgistes, nous avons été gentils. Nos actions revendicatives se sont déroulées dans le calme. Mais aujourd'hui, après les décisions brutales du gouvernement, nous ne pouvons plus retenir les gars. Ils n'ont plus rien à perdre. Ils iront jusqu'au bout pour faire revenir le gouvernement sur ses décisions. »

Depuis, les actions se succèdent dans toutes les villes sidérurgiques de la région. Il y a déjà eu les cinq rassemblements de protestation qui ont réuni 50 000 personnes à Metz et 25 000 à Longwy, et puis toutes les opérations « spectaculaires » menées par des commandos de sidérurgistes : saccages de locaux, destruction de rails et de nombreux autres « produits » de la sidérurgie, incendies... Ces actions sont menées par les militants C.F.D.T. (à Rombas et Gandrange), par la C.G.T. (à Neuves-Maisons et à Longwy) mais aussi par des travailleurs ne se reconnaissant plus dans les centrales syndicales, comme les 200 sidérurgistes de Longwy réunis dans le groupe de lutte « 79-84, Longwy : même combat », groupe dynamique qui demande la création d'assemblées de travailleurs et de chômeurs. On remarque, en Lorraine, des différences essentielles entre ce que pense la direction de certains syndicats et ce que pensent les militants présents sur le terrain ; c'est le cas à la CFDT où les militants mènent des actions considérables.

Le plan acier a provoqué également des remous dans les rangs de la majorité : démission de leur groupe parlementaire d'un sénateur et de trois députés socialistes, colère ou démission de certains élus communistes. Malgré cela, Mitterrand, à sa conférence de presse, et Fabius, à Metz, ont refusé de revenir sur leurs décisions.

En tout cas, la Lorraine en a marre et elle est en train de le gueuler de toutes ses tripes. Les actions de ces derniers jours le prouvent. Et si quelques fois ces actions ne sont pas seulement organisées par les sidérurgistes, c'est bien parce qu'ils ne sont plus les seuls à être concernés par l'avenir de cette région.

Les jeunes et les chômeurs de Longwy qui ont attaqué le 4 mars le commissariat de police de la ville n'ont pas envie de rester les bras croisés à regarder mourir leur région.

Que Mauroy sache qu'il lui faudra beaucoup de souffle s'il veut éteindre les hauts fourneaux de la colère !

Pascal
Liaison de Nancy

L'INSERTION DES JEUNES CHÔMEURS

Il y a quelques années, déjà, le pouvoir avait essayé de s'attaquer aux problèmes du chômage en créant les stages Barre : six mois en entreprise avec promesse d'embauche et prise en charge du salaire par l'Etat. Un beau cadeau pour le patronat ! Avec le gouvernement socialiste, on passe à la vitesse supérieure. Non seulement le jeune chômeur va en entreprise, mais il a droit à une formation théorique. Malheureusement, tout n'est pas si simple. La formation, notamment, laisse de côté le jeune et s'adapte de plus en plus aux besoins du système capitaliste. Quant au gouvernement, lui, il se donne bonne conscience en faisant semblant de lutter contre l'échec scolaire.

Mise en place du dispositif gouvernemental

C'est fin 1981, après une courte mission d'étude, que Bernard Schwartz (1), délégué interministériel à l'insertion professionnelle et sociale des jeunes en difficulté, remet son rapport au Premier ministre. Quel constat d'échec pour l'Education nationale ! Plus de deux cents mille jeunes quittent chaque année le système scolaire sans aucune qualification professionnelle.

Face à cette situation, des stages expérimentaux sont mis sur pied à travers toute la France. En septembre 1982, le gouvernement lance son programme d'insertion et de qualification en faveur des 16-25 ans. Des permanences d'accueil, d'information et d'orientation (P.A.I.O.) sont installées dans les communes de moyenne importance. Elles sont actuellement au nombre de 850. Dans les grandes villes particulièrement touchées par le chômage sont créées des Missions locales pour l'insertion sociale et professionnelle des jeunes. Ces dernières, au nombre de 87 aujourd'hui, dépendent directement du ministère de la formation professionnelle. Présidées par les maires, elles rassemblent les associations désirant y prendre part (centres sociaux, clubs de prévention, foyers de jeunes travailleurs, etc.), ainsi que les syndicats, l'A.N.P.E., la Direction départementale de l'action sociale et sanitaire (D.D.A.S.S.) et les organismes de formation permanente.

Les P.A.I.O. et les Missions locales ont pour but de renseigner et d'orienter les jeunes vers des stages correspondant à leurs souhaits, à leur qualification. Sans oublier de jouer un rôle dans les loisirs, la culture, le logement et la santé, elles réfléchissent et décident des besoins réels en stages sur la ville (nombre, spécificité, etc.). L'année dernière, 84 000 jeunes ont ainsi été orientés vers les stages d'insertion et de qualification. Le travail accompli est important. A celà, il faut d'ailleurs ajouter les 28 000 jeunes maintenus dans l'Education nationale ou bénéficiaires des autres formules d'insertion professionnelle telles que les contrats d'apprentissage ou les contrats emploi-formation.

Bien sûr, pour être opérant, ce dispositif ne pouvait agir seul. Il lui fallait la participation effective du secteur associatif. C'est ainsi qu'il a été fait appel à toutes les structures (maisons de quartier, associations humanitaires, etc.) susceptibles d'être en contact directement avec les jeunes (2).

Insertion, préqualification, qualification

Les stages d'insertion représentent 70% du dispositif gouvernemental. La durée d'un stage est de 6 à 10 mois. La

rémunération du jeune varie en fonction de son âge et de la durée de la formation. Pour les 16-18 ans, elle s'élève à 500 F les six premiers mois et 700 F les mois suivants. En ce qui concerne les 18-25 ans, elle est de 1 100 F les six premiers mois, puis environ 1 400 F les mois suivants.

La plupart du temps, les stages d'insertion accueillent les jeunes sortis de S.E.S. ou de C.P.P.N. (3). C'est l'A.N.P.E. ou la Maison de quartier qui dirige le jeune sur la Mission locale. Celle-ci lui conseille un stage d'insertion avec ou sans dominante (bois, horticulture, mécanique), ceci en fonction de son niveau général. Les jeunes travaillent en groupe de quinze dans une ambiance assez souple et quasiment toujours hors de l'établissement scolaire (local de M.J.C., centre social, etc.). Le stage consiste en une remise à niveau en français et en maths (apprendre à lire, à écrire et à compter). Il permet au jeune d'affronter le monde extérieur (législation du travail, vie quotidienne, secourisme, etc.). Des activités manuelles lui sont proposées : cuisine, poterie, sérigraphie. La moitié du stage a lieu en centre et l'autre en entreprise. Il s'agit de découvrir plusieurs métiers et d'essayer de trouver sa voie ; ce qui n'est pas si simple : difficultés de cohabitation entre le jeune et le reste du personnel, utilisation du stagiaire à des tâches ingrates.

Le stage d'insertion donne droit à un certificat d'études de base, papier qui n'a bien sûr aucune valeur sur le marché du travail (4). Et si l'objectif d'insertion professionnelle est loin d'être atteint, l'insertion sociale, elle, est bien amorçée. A la fin de son stage, le jeune est armé pour affronter son environnement familial, culturel, économique. Il reste un sous-prolétaire, mais capable de se « démerder » dans la vie.

Les stages de préqualification et de qualification, quant à eux, représentent 30% du dispositif gouvernemental et s'adressent aux jeunes qui ont quitté leur lieu de formation pour des questions de discipline ou parce qu'ils ne supportaient plus l'école.

En ce qui concerne durée et rémunération, les caractéristiques sont les mêmes que pour les stages d'insertion. La formation se déroule de façon à peu près semblable à celle des Lycées d'enseignement professionnel (L.E.P.). Le but du stage est la préparation d'un C.A.P. ou d'un B.E.P. par le biais des unités capitalisables (contrôle continu), système tendant à éviter l'échec à l'examen final. Bien sûr, les stages polyvalents n'ayant aucune équivalence en C.A.P. posent un problème. Mais pour les patrons, quelle aubaine !

Intrusion du patronat

La formation dans l'entreprise, en fonction des besoins immédiats de la production, a toujours été l'enfant chéri du patronat. Aujourd'hui, nous sommes arrivés à une phase transitoire entre le C.A.P. traditionnel et quelque chose de plus souple où l'on va surtout s'attacher à mesurer l'aptitude à la rotation. Le jeune devra bouger sur le marché de l'emploi, changer d'activité, exercer des fonctions et des postes différents. Pour les patrons, en effet, la main d'œuvre doit sans cesse s'adapter aux nouveaux marchés, aux nouvelles filières créées par la crise : c'est l'idée de polyvalence technique, de souplesse, de malléabilité du jeune...

Chaque année, des dizaines de milliers d'élèves n'arrivent pas à accéder aux L.E.P. et sont maintenus en C.E.S. ou relégués vers des apprentissages divers. Loin de lutter contre ce phénomène, le gouvernement propose de tarir encore plus l'entrée en L.E.P. Partout, l'enseignement technique public est discrédité ; campagne particulièrement mensongère à l'égard des jeunes encouragés à quitter les L.E.P. où « l'on se fait suer » pour aller « réussir sa vie » dans les stages 16-18 ans (cf. les affiches du ministère). Marcel Rigout, ministre communiste de la formation professionnelle, initiateur des stages d'insertion, a d'ailleurs réussi, en moins de deux ans, à inaugurer plus de Centres de formation pour apprentis (C.F.A.) que son prédécesseur. Quoi de plus étonnant de voir cette campagne reprise par le S.G.E.N.-C.F.D.T. sur le thème du « L.E.P.-caserne », refrain repris par la Jeunesse communiste au colloque « Changer l'école » : « C'est à l'entreprise que l'on peut découvrir le travail dans sa globalité », sans oublier la C.G.T. du bâtiment et son mot d'ordre : « Le C.F.A., ton école ! ».

Rigout vient d'adresser une lettre-type à tous les maires de France, lettre à destination des jeunes. Le ministre écrit à leur usage : « J'ai appris que vous êtes sorti de l'école sans aucun diplôme et que vous avez de grosses difficultés à trouver du travail ». Rigout ne sait-il pas que 60 000 à 80 000 jeunes n'ont pu entrer en L.E.P. faute de place, alors que 60% d'entre eux avaient formulé le vœu de préparer un C.A.P. dans un L.E.P. ?

Et ce cher ministre poursuit : « Si vous avez très fortement envie d'un métier, il est possible que votre conseiller vous envoie tout de suite dans une entreprise où vous apprendrez ce que vous rêvez de faire ». N'est-ce pas le retour brutal, avoué, à l'apprentissage sur le tas, proposé aux jeunes ?

Concernant la qualification professionnelle, il ajoute : « Cette fois-ci, si vous poursuivez jusqu'au bout, vous êtes sûr de décrocher une qualification reconnue : le C.A.P. peut-être, ou un certificat reconnaissant la qualification professionnelle que vous aurez acquise ! », allant même jusqu'à faire dire à un jeune, par voie d'affiche : « Le C.A.P., tu ne l'auras jamais. Avec les nouvelles formations professionnelles, moi je suis sûr de décrocher un diplôme ou quelque chose qui y ressemble ».

Ne sommes-nous pas en face d'un retour en arrière de dizaines d'années, d'un retour à des pratiques contre lesquelles le mouvement ouvrier s'est toujours battu ? D'un côté, on veut à tout prix faire croire aux jeunes que le C.A.P. leur est inaccessible dans les L.E.P., trop difficile à obtenir. De l'autre, on veut leur faire admettre que sur le tas, tout en travaillant, il leur sera possible de l'obtenir.

En guise de conclusion

Bien qu'une statistique indique qu'environ 30% seulement des stagiaires en insertion ont pu bénéficier ensuite d'un stage efficace, le bilan n'est pas totalement négatif. Sur le plan humain, des résultats sont possibles. Et quand on a l'occasion de sortir un jeune de sa « merde », ce n'est pas à négliger.

Toutefois, il est clair que politiquement ces stages ne représentent que de la poudre aux yeux. Ils évitent au chômage de croître trop rapidement et permettent à bon nombre de jeunes de ne pas tomber dans la délinquance (en les occupant une partie de la journée et en leur offrant un peu d'argent de poche).

Mais, il y a plus grave. Comme pour le collège et l'université, on assiste à la construction d'un enseignement à la botte du patronat. Merci Messieurs Rigout, Schwartz et consorts !

Eric Dussart
Gr. B. Broutchoux

(1) En 1971, le baron R.P.R. Louis Joxe, ancien ministre de De Gaulle, fut chargé de présenter un rapport sur la « fonction enseignante dans le second degré » (disponible à la Documentation française). Lisons la liste de ses collaborateurs les plus proches ; on y trouve, entre autres, Louis Legrand et Bertrand Schwartz (à ne pas confondre avec Laurent Schwartz, bien connu de nos camarades étudiants).
(2) Toutes les structures désireuses d'organiser un stage doivent présenter leur projet pédagogique et financier à la région. Après étude du dossier, et une fois le stage conventionné, l'organisateur reçoit de la région la somme de 17 F par heure et par stagiaire.
(3) S.E.S. : Section d'éducation spécialisée ; C.P.P.N. : Classe préprofessionnelle de niveau.
(4) Ce certificat atteste que le jeune maîtrise un certain nombre d'outils de la communication sociale (téléphone, lettre de candidature, etc.). Il équivaut au niveau 1 des unités capitalisables dans les domaines du français, des maths et du monde actuel (niveau de base du C.A.P.).

LE CHOIX DES PATRONS

Les entreprises versent 0,6% dus au titre de la taxe d'apprentissage à l'établissement de leur choix. Voici la répartition de cette taxe en 1981 :

	Effectifs	Versements en millions de francs
L.E.P. publics	636 308	157,4
L.E.P. privés	180 723	145,6
C.F.A. (hors C.P.A.)	228 726	449,7

LES IMMIGRÉS ET LE FONDS D'ACTION SOCIALE

LES travailleurs immigrés contribuent fortement à la croissance économique de la France. Mais de quoi bénéficient-ils réellement en retour ? On nous répondra : de structures d'accueil, de formation, de logements, de culture, d'informations...

Certes, mais ce que la plupart des gens ignorent, c'est que ces dépenses ne coûtent pas un sou aux contribuables français, qu'il y a beaucoup à redire sur l'emploi de cet argent, et que l'accueil, la formation, l'aide au logement, la culture, sont des mots ronflants qui cachent une situation d'assistance, de contrôle, et au bout du compte de ghetto.

Des milliards volés aux immigrés

Si l'on considère les immigrés comme des travailleurs de plein droit, ils doivent bénéficier des avantages que leur donnent les cotisations sociales prélevées sur leur salaire, c'est-à-dire : le remboursement des frais de maladie, les allocations familiales, les indemnisations de chômage, l'aide au logement et à la formation, etc. Or certains de ces droits leur sont supprimés.

Voyons un peu, par exemple, les allocations familiales : un travailleur immigré en France, qui a laissé ses enfants au pays, touche pour eux, seulement une partie de ce qu'il lui serait versé, s'il avait sa famille en France. Globalement, la population immigrée reçoit 30% des allocations familiales qu'elle devrait normalement percevoir. Les autres prestations, salaire unique, logement, maternité, ne lui sont tout simplement pas versées !

De cette façon, l'Etat français fait des « économies » sur le dos des immigrés. Pour l'année 79, le montant de cette somme a été estimée à plus de deux milliards et demi de francs !

Le Fonds d'action sociale

Cette caisse (créée en 1958 par le gouvernement) reçoit chaque année environ 500 millions de francs provenant directement des « économies » de la Caisse d'allocations familiales. Cet établissement est placé sous la tutelle du ministère du Travail et a pour but de financer des réalisations en faveur des travailleurs étrangers, des harkis, nomades et certaines catégories de réfugiés.

Avant la réforme de 83, le Fonds d'action sociale (F.A.S.) était géré par 23 délégués :

- 12 représentants des ministères intéressés par les problèmes de l'immigration ;
- 1 représentant de la Caisse d'allocations familiales ;
- 5 représentants des syndicats représentatifs ;
- 4 représentants patronaux ;
- 1 représentant de la F.N.S.E.A.

Pas un seul immigré !

Jusqu'en 1970, l'argent du F.A.S. servait essentiellement au financement de logements pour les travailleurs étrangers : foyers Sonacotra, Aftam, Adef, foyers contrôlés par des entreprises ou des associations, ou encore, à des logements H.L.M. et aux cités de transit.

Aujourd'hui, le F.A.S. est devenu une caisse à tout faire. Son domaine d'action s'est élargi, il s'est entre autre orienté vers une action « éducative », « promotionnelle » et « d'information ».

Un vaste champ d'action

Le secteur associatif (les associations de solidarité aux travailleurs immigrés, militantes et bénévoles) s'est développé à partir de 1970, grâce au financement du F.A.S. Celui-ci a permis la mise en place de permanents pour assurer les actions 'dé « solidarité », d'alphabétisation, de développement culturel et de formation en général.

Parallèlement, le gouvernement d'alors imposait une politique d'encadrement et de contrôle des travailleurs immigrés sur différents terrains.

- La formation professionnelle : des stages de « préformation » et de « formation retour » étaient mis en place. Mais cette politique avait pour but avant tout de renvoyer les immigrés dans leur pays, et ainsi de se débarrasser d'eux.
- L'accueil : le Service social d'aide aux étrangers (S.S.A.E.) se développe, et avec lui l'assistanat de la population immigrée.
- Le logement : là c'est la catastrophe. Le regroupement familial est quasiment impossible, et on se souvient des luttes dans les foyers Sonacotra.
- La culture : l'I.C.E.I. est créé. Cet organisme finance des émissions de télévision, de radio et organise les fameuses « semaines du dialogue ». Il finance également des actions « culturelles » spectaculaires avec les ambassades et des opérations de prestige.
- L'information : de nombreux organismes d'encadrement sont créés. En finançant les organismes publics, parapublics et privés, chargés des « problèmes des travailleurs immigrés », le gouvernement s'assurait par ce biais un contrôle presque total sur toutes les structures en contact avec eux.

Même le secteur associatif avait des difficultés à échapper à cette politique ; l'association qui sortait de la ligne n'était plus, tout simplement, subventionnée.

Vous avez dit « réforme » ?

La revendication de nombreuses associations d'immigrés et de solidarité, de sensibilité de « gauche », était purement et simplement la suppression du F.A.S. En même temps, elles réclamaient que les pouvoirs publics rendent aux immigrés ce qui devait leur revenir, et que le budget national prenne en charge leurs besoins au même titre que ceux des Français.

Même le Parti socialiste en parlait avant... mai 81 ; depuis, plus question de cela, le gouvernement socialiste a pondu une réforme fondée « sur la démocratisation et la déconcentration du F.A.S. ». Voyons de plus près, d'abord, la « démocratisation ».

Au conseil d'administration, siègent maintenant 34 délégués, dont : 18 représentants des ministères, 9 représentants de syndicats, et l'innovation... 6 immigrés, 3 désignés par le ministère de la Solidarité et les trois autres par les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O. On peut remarquer que les ministères représentent encore plus de la moitié des sièges, qu'il n'y a que 6 immigrés sur 34 délégués et qu'il n'y a aucun représentant d'associations d'immigrés (alors que depuis 82, l'autorisation de s'associer en a fait fleurir quelques 800).

La voie qui mène à la « démocratie » est encore longue !

Pour ce qui concerne la régionalisation ou « déconcentration », des commissions régionales de 40 membres sont créés avec une composition identique au conseil d'administration quant aux proportions et aux nominations des délégués.

Elles disposent d'une enveloppe propre qu'elles gèrent, mais elles ne sont que consultatives sur les décisions nationales. Quant aux nouvelles orientations du F.A.S., elles ne concernent presque exclusivement que la « promotion professionnelle », comme si celle-ci représentait la panacée pour favoriser l'insertion des immigrés.

« Stand the ghetto »

Face à cette situation, des questions se posent.

Pourquoi les « problèmes » des travailleurs immigrés font-ils l'objet de crédits spéciaux ? En effet, si l'on y regarde de plus près, leurs difficultés ne sont pas fondamentalement très différentes de celles des travailleurs français, en dehors du phénomène culturel, les problèmes qu'ils rencontrent sont dus à leur appartenance à la classe sociale la plus défavorisée.

Pourquoi ces « crédits spéciaux » sont-ils soutirés de leur argent ?

Pourquoi le budget national ne prend-il pas en charge leurs besoins en matière de formation, de culture, de logement d'accueil, comme il le fait pour tout autre ressortissant français ?

Pourquoi, alors qu'ils sont travailleurs, cotisants, imposés en France, ne bénéficieraient-ils pas des mêmes droits que les travailleurs français, droits bien souvent acquis dans les luttes, entre autres celui de toucher l'intégralité de leurs prestations sociales ? Qu'ils en soient privés, aggrave leur situation économique ; on sait bien que les diverses allocations représentent pour beaucoup de familles des salaires différés.

Toute mesure qui marginalise et exclue les immigrés ne fait que perpétuer le ghetto dans lequel ils se trouvent. L'existence de ce racket institutionalisé qu'est le F.A.S. ne fait que renforcer cette situation.

La réforme de 83 et les nouvelles orientations du F.A.S. n'ont rien changé. L'« Arabe », le Portugais, le « Noir », sont toujours considérés avant tout comme des travailleurs. Quand, dans notre société, seront-ils des individus à part entière ?

Carolina

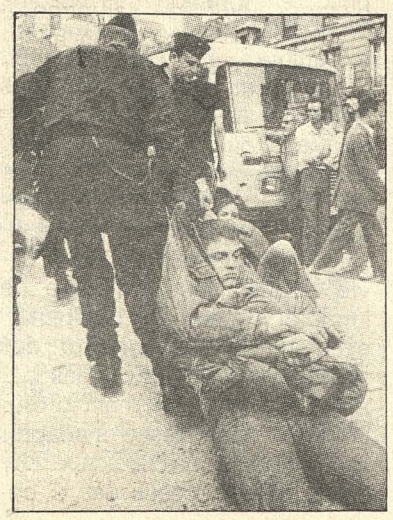
LES RAFFLES SE SUIVENT ET SE RESSEMBLENT

RUES bouclées, bruits de bottes dans les escaliers, portes enfoncées si elles ne s'ouvrent pas immédiatement, gosses terrorisés par les chiens policiers, cris, injures racistes, meubles jetés par les fenêtres et qui s'écrasent sur les trottoirs, sifflets, claquements de portières, cars grillagés qui démarrent plein à craquer,... fin de l'opération « anti-drogue ». Ce scénario se joue régulièrement depuis quelques mois dans les quartiers, promis à la démolition, qui regroupent une très forte proportion d'immigrés dans la capitale (ilôt Châlon, près de la gare de Lyon, 20e arrondissement, etc.).

Le ministère de l'Intérieur a baptisé ces descentes de police : « opération anti-drogue ». Le message est très bien passé dans la population, le désintérêt quasi total face à ces méthodes est significatif. Des « squatters-immigrés-drogués », ça ne mobilise pas les foules. Lors de la répression contre les « squatts associatifs », les réactions étaient déjà très limitées dans les quartiers ; alors là, vous pensez !

Il ne faut pas se cacher les yeux, ni se réfugier dans un discours « militant-moraliste ». Il y a effectivement un problème de drogue dans ces quartiers. Dire que ce n'est qu'une invention policière serait stupide. La question à se poser, c'est plutôt, pourquoi y-a-t-il de la drogue, et à qui profite cette situation ?

La population de ces ghettos, en majorité immigrée, n'a pas les moyens d'habiter ailleurs : chômage, travail précaire, clandestinité, familles nombreuses, etc. Rappelons encore une fois qu'il y a des dizaines de milliers de logements vides et neufs à Paris ; parrallélement, des centaines de personnes se voient obligées de vivre dans des immeubles vétustes, crasseux, ne tenant parfois debout que par miracle, et ceci pour des loyers délirants. C'est ce qui a conduit beaucoup d'habitants à ne plus payer de loyers ou à « squatter » les maisons abandonnées dans ces quartiers. De plus, la situation financière difficile de la plupart les amène à la « démerde individuelle », et notamment au trafic de drogue pour pouvoir survivre. Quand



à la consommation, elle est évidemment conséquence d'une vie « dégueulasse » dont on a envie de s'évader, même si ce n'est qu'artificiellement. Pas besoin de faire un dessin !

L'Etat, en criminalisant systématiquement les habitants de ces quartiers, en masquant la réalité à l'opinion publique, pour qu'elle reste passive face aux raffles hebdomadaires — puisque c'est pour la sécurité —, vise uniquement à se débarrasser de travailleurs immigrés clandestins, qui ont été surexploités pendant des années et qui maintenant font tâche dans le paysage. La chasse aux dealers sert de prétexte à des expulsions massives, à un contrôle toujours plus pesant sur une catégorie sociale qui gêne. D'un côté, il y a les bons immigrés, de l'autre les mauvais. Il y a ceux qui ont une carte de séjour renouvelable et à qui on dit : « bosse et ferme ta gueule ! » ; et ceux qui sont rentrés clandestinement, qu'on a laissé tranquilles tant qu'ils étaient rentables pour le système capitaliste — aucune possibilité de s'organiser collectivement puisque clandestins —, qui servent aujourd'hui de boucs émissaires face à la crise. Après eux, à qui le tour ?

Peu politisés, pour la plupart, ces travailleurs clandestins se trouvent démunis face à la police et à la justice, et se font expulser sans aucune riposte sérieuse. Les militants révolutionnaires ont donc là un rôle à jouer et ne peuvent rester passifs devant l'arbitraire. Ces opérations policières ne doivent plus se passer dans le silence et l'indifférence générale. Gueuler contre la montée de l'extrême droite, c'est bien ; mais là, Le Pen n'y est pas pour grand chose !

Gr. Libertad

RADIO LIBERTAIRE ET LA PUB

DANS nos colonnes comme sur nos antennes, nous nous sommes toujours montrés opposés à la publicité. Ceci ne nous empêche pas, au contraire, de vanter tel ou tel ouvrage et d'en nommer l'éditeur ; de préciser les lieux dans lesquels s'expriment tels chanteurs ou tels comédiens ; de citer produits et marques... Eh, nous direz-vous ! N'est-ce pas là de la publicité ?

Comme beaucoup de choses, le vocable de « publicité » englobe un aspect positif et un aspect négatif. Il n'est pas vrai que le consommateur, seul, sans moyen d'information, puisse déterminer ses « besoins ». Prenons l'exemple évident de la machine à laver. Dès 1890, dans *La conquête du pain* (1), Kropotkine met en évidence le caractère libérateur d'une telle invention. Et pourtant, si les industriels n'avaient pas multiplié les démarches pour faire connaître leur produit, il va sans dire que nous en serions encore à l'époque du lavoir. Il en est ainsi pour tout — et sans doute pour pas mal de saloperies. Mais n'est-il pas normal que pour une découverte utile il y en ait dix, négligeables ?

Le rôle de la publicité est de faire découvrir au consommateur potentiel l'existence et tous les avantages du nouveau produit. A lui ensuite de faire le tri. Tant qu'il ne sera pas adulte, il bouffera de la « merde ». Mais pour pouvoir faire ce tri, encore faut-il qu'il puisse être informé des nouvelles découvertes.

Une société bien organisée aura besoin d'espaces accessibles au grand public dans lesquels tout inventeur et industriel présenteront leur production. La proposition de Proudhon, en 1855, d'une exposition universelle et permanente allait dans ce sens. Bien évidemment, de nos jours, c'est aux médias de prendre le relais et c'est ce que devrait faire la publicité.

Pourquoi alors nous y opposer ? Parce que la forme des messages est souvent volontairement trompeuse, voire crapuleuse ! Dans une société libre, qui pourra empêcher un inventeur de chercher tous les arguments possibles et imaginables pour vanter sa découverte ? Le Bureau de vérification de la publicité dont l'action est encore trop restreinte est sans doute utile. Mais ne faudrait-il pas que monsieur et madame tout-le-monde apprennent à ouvrir les yeux ? Les associations de consommateurs mènent ce combat.

Deux raisons nous conduisent à refuser la publicité, tant dans *Le Monde libertaire* que sur Radio-Libertaire. D'une part, nos organes n'ont pas vocation d'information générale. Nous choisissons clairement les sujets qui nous intéressent et les traitons selon une analyse qui nous est particulière. Ce n'est donc pas à nous de faire la présentation de tout et de tous.

Enfin, le rôle que devrait remplir la publicité — et qui a été défini ci-dessus — est complètement dénaturé par les sommes astronomiques nécessaires pour informer le grand public. Ainsi, la publicité est un moyen supplémentaire du capitalisme pour prolétariser encore et toujours. Ceux qui n'ont pas l'argent nécessaire pour se faire connaître doivent se vendre aux grands trusts financiers. La publicité payante (et oh combien !) est une arme supplémentaire pour renforcer la logique capitaliste. Mais son aspect pernicieux ne s'arrête pas là. Il faut clairement affirmer qu'un organe de presse, une radio, une télévision... qui dépendent financièrement des publicitaires ne sont plus libres. Qui osera critiquer un produit qui lui apporte plusieurs millions par jour ? Le faire serait risquer de perdre non seulement ce « client » mais les autres ! Alors on se tait, ou pour le moins, on met la forme... on se censure !

Alors qu'elle devrait être un espace de communication, la publicité est une arme pour le renforcement du capitalisme et pour la servitude des médias. Voilà pourquoi, dans *Le Monde libertaire* comme sur Radio-Libertaire, nous citons librement marques, produits, éditeurs, artistes, salles... mais nous n'exigeons jamais rien en échange. Notre situation financière s'en trouve en perpétuelle difficulté ? C'est le prix de la liberté !

Gr. Fresnes-Antony

(1) P. Kropotkine, éditions du Monde libertaire, 40 F, en vente à la librairie du Monde libertaire.

A TOUTES LES RADIOS

La liberté a perdu une bataille !
Mais la liberté n'a pas perdu la guerre !

Des gouvernants de rencontre ont pu capituler devant l'argent, cédant aux intérêts les plus bas, livrant l'espace hertzien à la publicité.
Cependant, rien n'est perdu !

Rien n'est perdu, parce que cette guerre est une guerre totale. Dans l'univers social et culturel des forces immenses n'ont pas encore donné. Un jour, ces forces écraseront l'ennemi : le Capital et l'Etat. Il faut que les radios libres, ce jour-là, soient présentes à la victoire. Alors, elles trouveront leur liberté totale et leur grandeur. Tel doit être notre but, notre seul but !

Voilà pourquoi Radio libertaire convie toutes les radios encore libres et leurs auditeurs à s'unir à elle dans l'action, la solidarité et la persévérance.

La Radio libre est en péril de mort.
Luttons tous pour la sauver !

VIVE LA RADIO LIBRE !

Radio Libertaire
RADIO LIBERTAIRE 89.5 MHz
145, rue Amelot, 75011 Paris

Cet appel est disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Paris 11e, sous forme d'affiches (prix de soutien, à l'unité : 20 F) et de cartes postales à faire circuler (prix de soutien : 3 F l'unité).

SANS PUB ET SANS REPROCHE

IL y a quelques années, apparaissait en France le mouvement des radios libres. La quasi totalité d'entre elles prônaient un développement d'une communication sociale émancipée du rouleau compresseur publicitaire et des compromissions politiques. Leur démarche était en complète opposition de celle des médias officiels, asservis aux requins du monde politico-financier. Les défricheurs ne furent pas les mieux servis, les héros (à but lucratif) de la dernière heure héritèrent des marrons que d'autres avaient tiré du feu.

Bien sûr, l'arrivé légale de la publicité sur les ondes était prévisible, et nous l'avions prévu, malgré les affirmations intransigeante des pantins des ministères. Aujourd'hui, nous n'avons pas à juger les radios qui souhaitent ouvrir leur antenne à la « pub », ni n'avons à appeler contre elles à un revirement des gens de pouvoir et leur flicaille. Nous avons simplement des choses à dire et des points de vue à affirmer.

Tournez le problème et retournez-le, reposez-le à la mode du jour, optimiste, béate et fière de l'être, rien n'y fait. La publicité reste cette technique, cet ensemble d'actions psychologiques qu'on exerce sur une population donnée dans un but commercial, pour l'inciter à acquérir des produits ou « bénéficier » de services. La publicité est non seulement une gamme technique destinée à la manipulation des esprits mais aussi une pièce essentielle de la société de profit, dans laquelle la production conditionne la consommation et non l'inverse. Intimement liée donc, à l'économie de marché, elle cherche à faire connaître pour vendre, augmenter la production et écouler la surproduction. La technique a fait ses preuves et ceux qui détiennent ce pouvoir, ce rôle charnière dans la société de consommation ont su en tirer les plus grands profits. La technocratie s'est enrichie d'un beau fleuron : le publicitaire.

Le champ d'action de la publicité dépasse celui de l'économie et influe même sur la culture. Les limites que nous imposons à nos désirs sont celles de nos moyens. Inciter à consommer implique donc une argumentation non rationnelle. Les « pubeux » l'ont bien compris. Pour accomplir sa tâche, la publicité détourne donc nos motivations, désirs et freins intimes, crée des stéréotypes socio-culturels, impose leur image à la foule comme but à atteindre. Elle entretient une esthétique de la réussite individuelle dont a besoin ce système pour durer. Au passant stressé, elle offre un environnement « ludique » et « optimiste », quelques couleurs sur la grisaille, un bonheur en trompe-l'œil.

On a put croire aussi, que par certains aspects la publicité — cherchant éternellement des ouvertures rentables — pouvait ouvrir des créneaux, lever des tabous. Rien n'est moins sûr. La révolution sexuelle, par exemple, a été détournée par les publicitaires qui ne nous offrent en réalité que le spectacle caricatural d'une pseudo libération des corps. Les fantasmes hygiéniques et bourgeois de Jacques Ségéla n'ont rien à voir avec la liberté sexuelle. Inutile de croire à une nouvelle forme de publicité. La publicité est toujours incitative ; la subtilité n'est pas plus honnête que le matraquage.

Enfin, comment penser au financement des organes radiophoniques par la « pub » sans envisager immédiatement et de façon incontournable la mainmise des groupes politiques et financiers sur les organes en question ? Nous pensons, pour notre part, à l'expérience de Radio-Libertaire, qu'une radio peut s'autofinancer pour peu qu'elle réponde aux besoins de son auditoire. Nous posons en revanche cette question aux radios et à leurs auditeurs : une radio dont le financement est assuré par les marchands de soupes (lessives, thon-mayonnaise,...) peut-elle encore s'appeler, en toute honnêteté, « radio libre » ?

Luciano Loiacono

R.F.A. : COMBAT POUR LES 35 HEURES

RAPPELEZ-vous : en mars dernier, l'I.G.-Metall (syndicat de la métallurgie comptant 2,5 millions d'adhérents) lançait un ultimatum au patronat allemand, lui donnant jusqu'au 29 mars pour accepter ses propositions sur la semaine de 35 heures sans réduction de salaire. Des grèves d'avertissement et des actions locales n'ont pas cessé depuis pour protester contre l'attitude du patronat qui, bien entendu, refuse.

Solidarité avec les sans-travail	Blocage des augmentations de salaire	Nous avons besoin de profit pour investir...	...afin de poursuivre les restructurations

En R.F.A., cette année, les négociations salariales ou « Tarifverträge » doivent fixer à la fois les rémunérations et la durée du travail. Mais les positions patronales et syndicales sont divergentes.

Demande des syndicats

La semaine de 35 heures, sans perte de salaire, est leur revendication essentielle. Pour négocier la durée du travail, ils s'appuient sur « l'autonomie tarifaire » inscrite dans la Constitution et qui prévoit que la durée du travail est régie par des accords directs entre les syndicats ouvriers et les organisations patronales.

Il ne s'agit pas d'une revendication récente. Déjà, en 1979, le congrès du D.G.B., à Hambourg, avait approuvé l'objectif d'une semaine de 35 heures. Mais la grève de six semaines, entamée à l'époque par l'I.G.-Metall dans les aciéries de la Rhur, s'était soldée par un échec.

Depuis le paysage industriel s'est modifié Outre-Rhin — comme dans les autres pays — en raison des reconversions, des restructurations. De plus, le patronat n'a jamais été large en matière d'augmentations de salaires ; il l'est encore moins en période de « marasme ». Aussi la revendication principale, réduction de l'horaire hebdomadaire sans perte de salaire, s'attire-t-elle les foudres patronales. Pour l'I.G.-Metall, ce maintien du salaire intégral vise à conserver le pouvoir d'achat. Hartmut Görgens, chef des services d'études économiques du D.G.B., affirme que « la semaine de 35 heures permettrait d'embaucher 1,5 millions de chômeurs pour une charge supplémentaire de 3% pour les entreprises. ».

Réponse du patronat

Lui aussi est descendu dans la rue pour dire... « Non aux 35 heures ». D. Kirchner, président de la Gesamtmetall (organisation patronale) a déclaré « qu'aucune rémunération ne peut-être versée pour un travail non réalisé ». Aux grèves d'avertissement des syndicats ont répondu les lock-out d'avertissement des patrons. Pour eux, la semaine est et restera de 40 heures. Ils refusent de négocier sur la durée du travail, mais proposent un plan en trois volets : hausse de salaires de 3,3% ; accord sur la préretraite à 58 ans, avec 70% du salaire ; horaires « flexibles », travail à temps partiel.

Un dialogue de sourds

Devant des positions aussi tranchées, les négociations salariales dans la métallurgie ont abouti le 6 avril 1984 à une impasse. Les grèves d'avertissement, les débrayages se poursuivent pendant qu'autour de la table patronat et syndicats s'affrontent. Au moment de la rédaction de cet article (10 avril 1984) le sort de la semaine de 35 heures n'est pas encore connu. L'I.G.-Metall appellera-t-elle à la grève générale ? Les rapports de force sont cependant nettement dessinés et ce n'est pas la première fois que la classe ouvrière affrontera les résistances patronales.

Martine
liaison Bas-Rhin

« PINOCHET MAGAZINE »

Le Figaro magazine est un bon journal. Il dénonce les « rouges » qui, partout, sapent les fondements de l'Occident. C'est pourquoi, lorsqu'à Santiago du Chili, une vice-consul de l'ambassade de France apporte aide et protection aux éléments subversifs qui veulent renverser le régime du général Pinochet, *Le Figaro magazine* la dénonce avec force dans ses colonnes.

Le général Pinochet lit-il *Le Figaro magazine* ? En tout cas, le gouvernement chilien a exigé que la France rappellle Mme Yvonne Legrand, cet agent de Moscou, qui soutient les militants du M.I.R., le 31 mars dernier. Elle a été jugé « indésirable » sur le sol chilien.

En fait « d'agent de Moscou », Yvonne Legrand est simplement une femme qui, confrontée par sa situation à la dictature fasciste de Pinochet, a réagi, tout simplement, sans proclamation fracassante, mais en aidant concrètement des militants recherchés à se planquer.

A Paris, on n'a guère apprécier le caprice du général. La riposte s'effectuera par voie diplomatique. Sans commentaire !

Reste que *Le Figaro magazine* ne doit pas s'arrêter en si bon chemin dans sa croisade antibolchevique. Dès à présent, il doit publier directement les adresses personnelles de ces « salopards » de Français qui vivent en Amérique latine, dans les « pays à casquettes », et qui apportent le plus petit soutien aux guérilleros antigouvernementaux. Il doit exiger que la France livre aux généraux tous ceux qui signent des pétitions contre les dictateurs. Il doit aussi changer de titre et s'appeler désormais *Pinochet magazine*, ceci pour bien se situer auprès des lecteurs imbéciles qui n'auraient pas encore compris.

Notons quand même que Yvonne Legrand a eu bien de la chance d'être seulement virée du Chili. D'autres pourraient bien y disparaître définitivement.

Qu'un journal affirme son soutien à une dictature, c'est une chose ; qu'il pratique la délation pure et simple, risquant d'exposer ses cibles aux pires représailles en est une autre. C'est cela qu'il faut faire savoir partout !

Gr. Libertad

TURQUIE : ON TORTURE DANS LES PRISONS

ALORS que le processus de retour à la démocratie se poursuit, des mouvements de grève de la faim se sont succédés dans les prisons turques. Les détenus entendaient ainsi manifester contre la torture dont ils sont quotidiennement victimes.

Le 25 mars, nouvelle échéance, des élections locales et régionales étaient organisées avec l'entrée sur scène de trois nouveaux partis, autorisés pour la circonstance à participer au scrutin. Cette consultation a confirmé le score du parti du Premier ministre obtenu lors des élections de novembre dernier, tandis que les deux autres partis se sont littéralement effondrés pour laisser leur place au Parti social-démocrate et au Parti de la juste voie (droite). Ils ont recueilli respectivement 25% et 15% des voix. Ces partis n'ont pourtant pas réussi la percée qu'ils espéraient afin de contraindre le gouvernement à de nouvelles élections législatives avec leur présence. Si le « jeu » démocratique se met lentement en place, pour les prisonniers par contre, dictature militaire et démocratie limitée sont devenues désormais synonymes.

Il y a actuellement quelques 100 000 prisonniers politiques dans les prisons turques dont 20 000 dans les établissements militaires. Ce sont pour l'immense majorité des militants de gauche, syndicalistes et séparatistes kurdes. la chasse aux terroristes n'a jamais cessé, et pas une semaine ne s'écoule sans que la télévision ne diffuse des images d'hommes rasés, les mains dans le dos, derrière leur « butins » : armes et tracts, découverts lors de leur arrestation.

Faisant suite à la grève de la faim de septembre 83, les détenus kurdes de la prison de Diyarbakir (Sud-est de la Turquie) avaient repris leur mouvement de protestation à la mi-janvier. Après 45 jours de jeune et la mort de deux des leurs, les grévistes s'étaient réalimentés sans avoir obtenu aucune satisfaction. Durant cette période, les autorités turques avaient imposé un black-out total sur les informations en provenance de cette prison, considérée comme la plus dure du pays. Dans le même temps, à la prison Mamak, à Ankara, 450 détenus avaient à leur tour débuté le 22 février leur mouvement de protestation qu'ils ont arrêté au 42e jour.

A propos des tortures, les autorités pénitentiaires ont simplement répondu qu'il s'agissait de faire respecter la discipline. Le président Evren a, pour sa part, déclaré, lors d'une interview à *Newsweeks* que « les prisonniers criaient à la torture alors qu'ils n'étaient soumis qu'aux fouilles réglementaires, à l'appel et au port de l'uniforme » (ce que refusent les prisonniers politiques). Poursuivant son cynisme macabre, le commandement de l'état de siège d'Ankara a expliqué ce qu'était exactement la torture à une délégation de parents de détenus, que l'on ne pouvait parler de torture que « lorsque le prisonnier a les ongles arrachés ou qu'il succombe, et de fait, la torture n'existe donc pas à Mamak ».

Pour protester contre l'indifférence des pouvoirs publics, les mères de prisonniers continuent d'assiéger les partis politiques avec leur pétition. Le 23 mars dernier, ce sont sept militants du Parti Vert ouest-allemand qui se sont enchainés en plein centre d'Ankara en solidarité avec les détenus. Le gouvernement s'est empressé d'interdire aux journaux de relater ce triste incident.

Début avril, l'Etat-major a publié un rapport officiel sur les décès de prisonniers depuis 1978. Selon ce document, 53 personnes ont trouvé la mort dans les prisons turques, deux ayant succombé à la torture, sept à la suite de grève de la faim, quatorze se seraient donnés la mort. Les autres disparitions sont attribuées à la maladie ou à des causes encore inconnues. Celui-ci conclut « qu'il n'y a pas de mauvais traitements ou de tortures systématiques et intentionnels dans les prisons ».

Face à une protestation, certes éparpillée mais tenace, le pouvoir a choisi comme tactique la désinformation la plus totale et la calomnie la plus honteuse. Le Premier ministre Turgut Ozal a clairement dit que les plaintes des familles étaient exagérées et correspondaient à une campagne orchestrée à l'étranger et en Turquie sous couvert des droits de l'Homme. Il a également insisté sur le fait qu'il ne laissera pas « son magnifique pays plonger de nouveau dans l'anarchie et la terreur ».

Après le retour officiel à la vie civile, beaucoup espéraient une amnistie de la part du gouvernement. Il n'en a rien été, au contraire ; la politique de répression se poursuit avec autant d'acharnement. Pour les militaires, la démocratie ne s'installera que lorsque toute opposition sera anéantie, même au sein des prisons. Les détenus, de leur côté, n'ont pas d'autre alternative, que de poursuivre et d'amplifier leur mouvement de protestation sous quelque forme que ce soit pour s'opposer à la torture et contre leur emprisonnement.

Jean-Claude
Gr. Kropotkine

CNT
A.I.T.
Organo de la Confederacion Nacional de Trabajadores IV epoca 35 pesetas Nº 73

COMMUNIQUÉ DU COMITÉ NATIONAL DE LA C.N.T.

NOUS voulons attirer l'attention de l'organisation sur une série de faits qui se produisent et gênent profondément notre travail. Notre but n'est pas de jouer aux alarmistes, mais d'informer l'ensemble de l'organisation afin qu'elle ait une connaissance exacte des faits.

En premier lieu, nous constatons que, depuis que nous avons eu connaissance d'un document externe à l'organisation (qui nous a été remis à titre d'information) nous savons que le but des auteurs est d'entraver le travail des comités confédéraux ; ce sabotage se réalise. Depuis que le P.S.O.E. (parti socialiste espagnol) s'est prononcé pour le prolongement du fonctionnement des actuels comités d'entreprises, que les élections syndicales nationales n'auront pas lieu et que le gouvernement va présenter aux Cortes (assemblée nationale) une nouvelle loi sur la liberté syndicale, qui ne paraît pas présenter des mesures supposant un changement et une ouverture vers la liberté syndicale, il n'y a pas lieu de discuter sur notre participation ou non aux élections syndicales. Mais loin de dépasser la situation interne et de travailler ensemble sur d'autres points, on a créé sans cesse des problèmes empêchant le climat serein, nécessaire pour travailler avec force.

Des personnes s'amusent à répandre des rumeurs au sujet du secrétariat permanent. C'est le cas de Bondia (ex-secrétaire général) qui affirme qu'à cause de l'incapacité du secrétariat permanent, on a perdu toutes possibilités de récupérer notre patrimoine historique, chose qui serait à pleurer de rire si elle n'avait rencontré d'écho dans certains comités régionaux.

Ce même compagnon se permet de faire des déclarations publiques contraires aux accords de l'organisation ; refuse de s'en remettre à ce secrétariat, de donner ou de faciliter les contacts extérieurs qu'il a entretenu lorsqu'il était membre du comité national de la C.N.T., prétextant qu'ils sont personnels et seulement pour ses amis ; a des entrevues avec la scission, entre autre Carlos Ramos et d'autres personnes et cela sans avoir l'autorisation de l'organisation ; aide le journal *El Païs* et plus particulièrement le journaliste Bonifacio de la Guadra, agissant dans le dos de l'organisation. Il n'a pas non plus remis au Comité national le matériel manquant qui appartient à l'organisation, tel que les bandes vidéo de la fête de Casa de Campo, le matériel de la semaine culturelle lors du V[e] congrès, etc.

Mais Bondia n'est pas le seul à outrepasser les principes organisationnels. Nous recevons des lettres de syndicats essayant de faire pression en exprimant leur soutien aux syndicats et compagnons expulsés, lettres qui sont toutes les mêmes, mot pour mot, qu'elles viennent de Rubé ou de Malagua (syndicats inter-corporatifs). On joue à « On expulse personne, mais je fais ce qui me plait ».

Dans certains secteurs, il n'y a aucun respect pour les règles de l'organisation. On répand des rumeurs, on exige des responsabilités, on prend parti sur des problèmes exigeant une plus ample information de la part de l'organisation et il y a un groupe de compagnons non disposés à accepter les accords de la C.N.T., des syndicats qui prennent contact avec d'autres pour les inciter à ne pas respecter les accords.

De fait, aujourd'hui, nous assistons à une attaque dont le but est la réunification avec le secteur scissionniste, sans tenir compte des accords du VI[e] congrès à ce sujet. Rappelons que nous faisons un appel fraternel à tous les compagnons qui ont quitté la C.N.T. pour qu'ils la réintègrent. Des accords sur la réunification sont loin d'être adoptés et pourtant il y a des syndicats (les débats sur les élections syndicales étant terminés) qui essayent de nous mettre dans une situation de fait allant dans le sens de la réunification avec la scission, et ceci en complète opposition avec nos accords.

Le Comité national a essayé de normaliser la situation, non pas de manière hypocrite mais en reconnaissant et en informant des faits, sachant bien qu'il ne peut exister de cohérence externe, s'il n'y a pas un minimum de respect des accords, qu'ils plaisent ou non, puisqu'ils ont été décidés majoritairement en assemblées convoquées à cet effet.

Nous vous enverrons régulièrement des comptes rendus de notre gestion, malgré que nous le faisions déjà amplement lors des assemblées plénières, afin d'éviter que des compagnons soient surpris par des informations manipulées qui ne tendent qu'à une interprétation partitive de la réalité. Nous avons déjà dit précédemment que certains militants possèdent des agendas bien fournis qui au lieu de les mettre à la disposition de l'organisation, s'en servent, ils en ont sans doute le temps et les moyens, afin de propager des faits d'une manière tout à fait personnelle.

Nous regrettons de nommer les gens précisément mais nous ne le faisons que dans un but de clarification. Il ne nous reste qu'à espérer que l'organisation règle la situation en prenant les mesures qu'elle juge nécessaire, pour qu'une bonne fois pour toute la situation redevienne normale.

Loin de nous l'idée d'empêcher tout débat interne comme l'affirment les militants et syndicats qui s'obstinent à vouloir empêcher le développement normal de l'organisation. Ainsi et selon les accords adoptés au congrès de Torrejon en ce qui concerne la future loi sur la liberté syndicale, nous vous remettrons un avant-projet, afin qu'une fois étudié par les syndicats, nous en discutions au sein d'une assemblée plénière des régionales.

Pour le Comité national
Le secrétaire général
Fernando Montero

DANS un rapport pesant 1,2 kg, la C.E.D.R.A. (1) tente une démonstration de la valeur de son travail de sondage dans les sous-sols helvétiques. Néanmoins, des scientifiques zurichois sont venus perturber cette certitude. Marcel Burri, géologue, auteur d'un ouvrage publié en début de mois d'avril (2) se prononce sur les réalités et limites du calcul des risques.

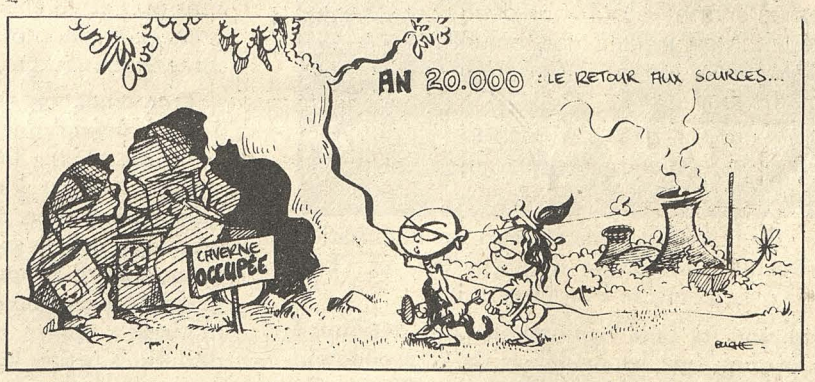
SUISSE : L'ÂGE DES CAVERNES

Les responsables de notre industrie nucléaire se livrent fréquemment à de savants calculs qui démontrent invariablement que le nucléaire n'est pas dangereux. Une première fois, cette démonstration avait été établie à propos des centrales, ce qui n'a pas empêché celle de Three Miles Island d'être la victime d'un accident grave estimé pourtant quasiment impossible suivant les calculs. Il y a récidive actuellement à propos des risques que représente un dépôt de déchets nucléaires : « hautement, moyennement ou faiblement radioactifs, ils ne présentent pratiquement aucun risque ; c'est démontré par nos calculs ; par conséquent, on se demande bien pourquoi vous n'accueillez pas à bras ouverts de tels dépôts sur le territoire de votre commune. »

Grâce à des fonds alimentés en grande partie par la commune récalcitrante d'Ollon, des gens peu convaincus par les démonstrations élaborées ont pu consacrer leurs compétences et leur temps à reprendre tous ces savants calculs. Les chercheurs du bureau Okos (3) viennent de livrer les principaux résultats de leurs travaux. Et une fois de plus, c'est édifiant.

Ces spécialistes commencent par nous rappeler qu'un dépôt de déchets faiblement et moyennement radioactifs, après dix mille ans de stockage, présente encore une toxicité considérable. Si l'on voulait alors diluer les produits dangereux qui subsistent encore pour les ramener à un niveau de toxicité conforme aux prescriptions actuelles, il faudrait disposer de toute l'eau qui s'écoule dans tous nos fleuves pendant dix ans. Ça représente quand même quelque chose, non ?...

Cette petite anecdote est là pour nous donner une idée de la durée du problème. En fait de calculs, de quoi dispose-t-on ? De mesures qui portent sur quelques années, au mieux quelques dizaines d'années. Que valent des informations si rapidement acquises ? Peuvent-elles être appliquées à des durées si longues ? Mystère. Dans leurs plans, les nucléocrates essaient de tenir compte des besoins des hommes qui nous suivront sur cette terre. Mais quels seront ces besoins ? Si on avait posé une telle question à un chasseur de l'âge de la pierre qui parcourait nos régions il y a dix mille ans, il aurait demandé de protéger les sites où s'exploite la roche que l'on peut tailler ou polir ; il aurait été incapable de prévoir l'utilisation des terres agricoles, des gisements minéraux, etc. Sommes-nous beaucoup plus informés que ce chasseur des besoins des hommes du futur ?



Cette incertitude quant à la durée mise en évidence, les problèmes vont se poser principalement à deux niveaux : la nature des produits toxiques et leur mode de migration.

La nature des produits toxiques est à peu près connue en ce qui concerne ce que produit une centrale en fonctionnement normal. Mais il est bien probable que les modes d'exploitation changeront et les déchets produits suivront les changements. Quels seront-ils alors ? De plus, on ne connaît à peu près rien, faute d'expérience, des produits dont il faudra s'occuper après la mise hors service des grandes centrales. Les éléments actuellement connus sont au nombre d'une cinquantaine et ils peuvent, chacun d'eux, entrer dans environ 40 combinaisons chimiques. Cela représente quelque milliers de possibilités et dans chaque cas des comportements différents : un oxyde, un sulfate, un composé organique, auront des solubilités, des affinités, des points de fusion, etc. différents. Que sait-on de tous ces comportements pour des corps qui sont le plus souvent absents de la nature ? Fort peu de chose.

Et même cette notion de toxicité, que représente-t-elle ? Ce n'est pas une valeur directement mesurable. Une commission internationale détermine les doses dangereuses en étudiant les effets d'un produit sur un homme standard (vous connaissez ça, vous, un homme standard ?). Or on constate, au cours des années, que ces valeurs changent et toujours à la baisse : elles ont déjà bien varié entre les calculs des nucléocrates et ceux des gens d'Okos qui ont, évidemment, utilisé les nouvelles normes, plus restrictives. Où en seront ces valeurs dans dix, dans cinquante ans ?

Considérons maintenant que ces produits mystérieux au comportement (très) inconnu vont migrer. Suivant quelles voies ? Véhiculés par qui ? De l'eau, qui empruntera quels conduits ? Et ces problèmes se posent à nouveau pour chaque milieu : dans la matrice des déchets (ciment, bitume), dans le matériel de colmatage de la caverne, dans son revêtement et dans la roche. Les mêmes hypothèses réapparaissent chaque fois, avec les mêmes incertitudes. Nous sommes incapables de calculer la migration des eaux dans des fissures inégales et diversement réparties, comme elles le sont dans la nature. On utilise alors des formules simplificatrices et fausses.

Moralité : tous ces calculs sont du vent parce que les chiffres et les méthodes de calcul nous font défaut. Et les gigantesques travaux envisagés à Ollon, Bauenstock et Mesocco ne changeront rien à la chose. Il ne reste qu'une chose : refuser ces travaux et se consacrer à des recherches plus sérieuses.

Marcel Burri

(article paru dans le *Rebrousse Poil* d'avril 1984)

(1) C.E.D.R.A. : organisme d'Etat chargé de promouvoir l'inoffensivité des dépôts de déchets nucléaires.
(2) *Qu'en faire ? Les déchets radioactifs : un problème non résolu*, aux éditions D'En bas.
(3) Okos est un bureau d'ingénieurs-conseil de Zurich composé de chimistes, toxicologues et géologues.

NOUS poursuivons cette semaine la publication de l'article intitulé « Le fait russe et l'Etat marxiste » rédigé par Gaston Leval pour la revue *Contre-courant* en 1953. Dans ce texte, l'auteur de *L'Etat dans l'histoire* et de l'*Espagne libertaire* montre que quiconque, étudiant « l'histoire et les faits sociaux, libre d'œillères doctrinales et sans esprit fermé, est obligé de rejeter la théorie du seul mécanisme économique déterminant tous les autres aspects de la vie humaine et surtout explique suffisamment l'Etat. »

L'ETAT ET LES MARXISTES RUSSES (SUITE ET FIN)

Si donc, en 1917, la fraction socialiste démocrate bolchevique a marché de l'avant avec le peuple russe, c'est que la volonté de pouvoir et d'action l'a emporté sur l'essentiel de la doctrine. Les paysans expropriaient les grands propriétaires terriens : habiles tacticiens, les bolcheviks ont proclamé : « la terre à ceux qui la travaillent ! », et malgré leur non pénétration dans les campagnes, ils ont attiré la sympathie d'une partie des masses paysannes jusqu'alors influencées presque exclusivement par les socialistes révolutionnaires et les tolstoïens. Les ouvriers prenaient possession des usines : les bolcheviks ont proclamé « les usines aux ouvriers ! », et se sont attiré la majorité des ouvriers industriels. Créés spontanément par le peuple russe en gestation d'un ordre nouveau, des milliers de soviets devenaient l'armature administrative révolutionnaire du pays. Les bolcheviks ont proclamé « Tout le Pouvoir aux Soviets ! », et dans les grandes villes leurs militants se sont emparés de cet élément souvent décisif. Pourtant, les faits allaient plus vite que l'ensemble des membres du Parti non encore communiste, et l'on sait qu'à la veille de la révolution d'octobre, Lénine, partisan du coup d'Etat, est mis en minorité au Comité Central. Alors, observez ici ce que devient la doctrine de l'économiste historique, des événements dominant la volonté des hommes, que l'on nous ressasse avec une suffisance professorale : Lénine prend sur soi la responsabilité de l'insurrection. Contre l'avis de la plupart de ses camarades, et avec l'aide technique de Trotsky, la coopération des marins de Cronstadt qu'il écrasera plus tard — le marxisme est toujours fidèle à lui-même, — la lutte est déclenchée et balaiera Kerenski. Otez Lénine, Trotsky, Krassine, la révolution russe suivait un autre cours et le monde un autre chemin.

Les individus ne sont rien. Voire !

Le doctrinarisme, la manie d'enfermer tout dans des raisonnements si simples qu'ils en deviennent plus que simplistes, obnubilent à ce point l'entendement des raisonneurs dialecticiens qu'ils ne voient pas les contradictions monumentales dans lesquelles ils tombent. Ceux-là mêmes qui affirment que les individus ne sont rien, que ce ne sont pas les personnalités qui font l'histoire, mais l'histoire qui fait les personnalités — en réalité, elle leur permet souvent de se révéler — que le développement des faits économiques provoque automatiquement telles ou telles répercussions politiques, chantent en même temps sur tous les tons la gloire de Lénine, de Trotsky ou de Staline, vous disent que le fondateur du socialisme a été Marx, sans qui le socialisme n'existerait pas. Il y croient dur comme fer, sans voir qu'il personnalisent l'histoire à un suprême degré, qu'ils démentent à cent pour cent leur fameux scientisme économiste.

Pour le bien comme pour le mal, leur attitude est ridiculement la même. Un trotskyste, un léniniste, un marxiste ni trotskyste ni léniniste, même ennemi de l'Etat au nom de l'antiétatisme théorique de Marx, vous diront que Staline est responsable de la déviation de la révolution russe, de sa bureaucratisation, de l'apparition des classes sociales privilégiées dans la République des Soviets, de l'esclavage épouvantable du peuple russe sous la terreur bureaucratique et policière.

Mais si vous posez la discussion sur le plan théorique, le doctrinaire, écrasant d'ironie, multipliera *ipso facto* les arguments pour vous montrer combien grande est votre ignorance, que les effets politiques suivent toujours les faits économiques qui constituent le fond sous-jacent sur lequel apparaissent les institutions de l'Etat, etc., etc...

Pas assez cultivés pour construire le communisme !

Les faits tels quels sont ceux-ci : les bolcheviks ont pris le pouvoir en Russie parce que des hommes audacieux et capables, Trotsky, Lénine, Krassine en tête, ont osé. Ils ont d'abord partagé le pouvoir avec les socialistes révolutionnaires de gauche, afin de se servir de leur force et d'utiliser leur influence sur les paysans. Appliquant une tactique qu'ils étendront plus tard, que Marx avait déjà appliquée dans la Première Internationale avec Weittling et ses amis, puis avec les blanquistes, ils ont ensuite éliminé — par la force et à coups de canons — leur alliés circonstanciels dont le leader, l'héroïque Maria Spiridonova, qui venait de sortir des bagnes tsaristes après quinze ou vingt ans de détention, qui fut arrêté et disparut pour toujours.

Puis, investissant les soviets, éliminant les anarchistes (ce sera surtout l'œuvre de Trotsky), muselant l'opposition ouvrière du parti communiste et réduisant au silence ses porte-parole (dont Alexandre Kollontaï et Chlapnikoff), supprimant les coopératives libres qui, fin 1919, groupaient déjà deux millions et demi d'adhérents ayant derrière eux leur famille, instituant et développant le pouvoir de la Tchéka, centralisant celui de l'Etat, plaçant au-dessus de lui le parti, supprimant tous les journaux non officiels, tout droit de réunion et d'association, arrêtant, torturant, fusillant, exerçant une terreur dix fois pire que celle du tsarisme, multipliant ou laissant se multiplier la bureaucratie et la police pour s'en servir, annihilant dans les élections des comités d'usine et des soviets tout reste de liberté et de

démocratie, les bolcheviks ont instauré la domination du parti devenu communiste d'appellation, et l'Etat « prolétarien », la dictature « du prolétariat ».

C'est ainsi que les faits économiques ont déterminé les faits politiques, que les modalités de la production et des rapports des classes ont déterminé l'Etat et la structure de la politique d'Etat. Les savantasses nous diront qu'étant donné l'état économique et social de la Russie à cette époque, il ne pouvait en être autrement. Nous disons, nous, qu'étant donné la volonté de domination absolue, totale et totalitaire de Lénine et ses amis, il ne pouvait en être autrement. Et qu'avec de tels hommes, et de tels principes, quelles que soient les conditions historiques, économiques, sociales, dans lesquelles se ferait une transformation révolutionnaire, il ne pourra jamais en être autrement.

Que l'Etat instauré et imposé par les bolcheviks, grâce à la ruse et au mensonge recommandés dans *La maladie infantile du Communisme*, ne répondait pas aux possibilités du parti communiste dans l'ordre économique, ni à la situation économique, nous en avons la preuve dans une déclaration de Lénine qui, ne craignant pas d'être emprisonné, parlait parfois net et disait ce qu'il pensait. Au onzième congrès du parti communiste, tenu en mars 1922, le nouveau monarque absolu qui, grâce à la Tchéka, imposait sa dictature au sein du Politbureau, lequel dominait le Comité Central du parti communiste, lequel dominait le parti communiste, lequel dominait l'Etat, lequel dominait la Russie, déclarait : « L'idée de construire une société communiste avec l'aide des seuls communistes est un enfantillage, un pur enfantillage ! Il faut confier la construction économique à d'autres, à la bourgeoisie qui est plus cultivée, ou aux intellectuels du camp de la bourgeoisie. Nous-mêmes, nous ne sommes pas encore assez cultivés pour cela. »

Ils l'étaient beaucoup moins en 1917, ces implacables maîtres de la Russie. Et si, en 1922, ils n'avaient pas encore édifié le communisme, ils en sont maintenant plus loin encore. Mais s'ils n'ont su ni pu créer un ordre économique répondant à leurs aspirations théoriques, ils ont su, en revanche, construire une économie étatiste, un Etat bureaucratisé, policé, parfaitement organisé, et la domination politique méthodique, absolue de leur parti. Toutes les arguties dialectiques n'empêcheront pas ce fait dominant.

Comment l'économique domine le politique !

Laissons se récrier les dialecticiens et suivons encore les faits. Lénine, qui répète la sainte doctrine, mais n'en fait qu'à sa tête, a pris le commandement en chef de l'Etat pendant que Trotsky se bat sur les fronts, allant d'un bout à l'autre de la Russie dans son fameux train blindé. Il a en main la police d'Etat par l'intermédaire de Dzejinsky, son commissaire, entièrement aveugle et borné ; il a en main la politique révolutionnaire internationale par l'intermédiaire de Zinovieff. Quand, fin 1920, Trotsky peut s'occuper du gouvernement, le pouvoir léniniste est établi au sein du parti et de l'Etat. Des tchékistes glissés dans le personnel de Tchitchérine, ministre des Affaires étrangères, de Lounacharsky, ministre de l'Instruction publique, de Trotsky, ministre de la Guerre, informent le chef suprême — et s'informent. La popularité de Trotsky est plus grande que celle de Lénine. Mais, dira devant moi, en 1921, Victor Serge qui discute avec Petit, Pascal et autres militaires français ralliés au bolchevisme dont ils se sépareront plus tard, « le parti est composé de sections qui n'ont pas le droit d'avoir des rapports entre elles et ne reçoivent que les directives du Comité central. J'ai vu choisir les délégués pour le dernier congrès, et je peux affirmer que les trotskystes étaient éliminés systématiquement ».

Trois tendances s'affrontent au congrès de mars 1921. Trotsky défend une plus large incorporation des syndicats dans l'Etat ; Lénine, l'indépendance de l'Etat sous la direction du Parti ; Alexandre Kollontaï préconise une participation directe, autonome et croissante des syndicats dans la socialisation. Lénine l'emporte. Il fait voter, contre l'opposition ouvrière du parti, une résolution déclarant nécessaire « une lutte inflexible et systématique » contre cette tendance qui représente « les déviations petites bourgeoises et anarchistes ».

Voyez, savants docteurs, comme l'économique domine la politique ! L'économique c'est Lénine. L'opposition ouvrière communiste est réduite au silence. Le duel Trosky-Lénine continue. Staline s'affirme. Lénine pense à la mort et rédige son testament politique. Les professeurs ès-matérialisme scientifique savent qu'il recommande comme successeur Trotsky, jusqu'alors combattu, et met en garde contre Staline, devenu secrétaire du parti, et dénoncé comme « bouledogue du Pouvoir ».

Encore une fois, sont-ce les hommes qui font la politique de l'Etat russe, ou le processus de l'industrialisation, le rapport des classes en présence, etc., etc... ?

Gaston Leval

NOTE DE LECTURE

« ILS ONT SEMÉ NOS LIBERTÉS »

VOICI un livre admirable, publié à l'occasion du centenaire de la loi légalisant les syndicats, vingt ans après celle, qui en 1864, supprima le délit de coalition et vit à Paris se constituer la première Chambre syndicale, celle où des proudhoniens tels Tolain, Varlin, Le Français jouèrent un premier rôle. Il s'agit d'un magnifique album, bourré de textes, de photos, de documents de toute sorte, préfacé par Edmond Maire, avec un avant-propos de Bernard Clavel et un texte explicatif de Michel Ragon.

Dans son avant-propos, Bernard Clavel nous parle de ses jeunes années, de ses premiers textes qui semblent sortir d'un ouvrage d'Henri Poulaille. Il nous fait un saisissant parallèle entre le travail imposé et le travail souhaité qui est le sel de la vie. Dans les dernières phrases de l'écrivain, on sent que son combat pour la liberté est d'abord un combat pour la paix ; la guerre étant la négation de toutes les libertés y compris la liberté ouvrière.

Le soin revient à Michel Ragon de commenter les images, des documents qui sont la sève du volume. Comme Clavel, Ragon est un écrivain qui vient du peuple et lui aussi a une admiration pour Henri Poulaille, le grand ancien ! Chez ces auteurs qui ont dépassé le cadre de la littérature ouvrière et sont devenus des écrivains qui marqueront la littérature de notre époque, à côté des luttes ouvrières et de l'amour du travail bien fait, c'est l'amour de la mère et du père qui vécurent une vie difficile, qui transparait. Ces mères et ces pères dont l'existence fut écrasée par le travail, la misère, les contraintes de toutes sortes, constituent le terrain où ont levé nos libertés. Et lorsque Ragon évoque les libertés économiques et sociales durement conquises et que les illustrations du livre retracent, il n'oublie pas les hommes qui les rendirent possibles ni les écrivains qui, dans leurs ouvrages, en rendirent compte. On ne pouvait attendre moins de l'auteur de *L'Histoire de la littérature prolétarienne* (1).

Le récit de Ragon marque le temps d'arrêt que les deux guerres mondiales imposeront aux libertés ouvrières, saisies à la gorge, avant qu'elles ne rebondissent à nouveau. Comme Clavel lorsqu'il a commencé à écrire, ce fut pour

Illustration empruntée à l'ouvrage.

peindre la misère qui a entouré sa jeunesse. Mais ses souvenirs ne l'empêchent pas de juger avec lucidité les hommes et les femmes qui courbèrent trop souvent l'échine avant de se précipiter dans des révoltes somptueuses, trop souvent éphémères.

Mais si ce livre nous donne deux textes qui plongent dans le temps, sa substance est constituée par sa remarquable illustration qui débute avec la photocopie du décret qui en 1864 abolit le délit de coalition et permit la constitution de la première Chambre syndicale à Paris et se termine par celui des droits nouveaux arrachés en 1982 ; en passant naturellement par le texte intégral de la Charte d'Amiens, l'acte de maturité du syndicalisme révolutionnaire. Que d'images, que de portraits, que de documents dans ces deux cents pages d'illustrations. Images de luttes, portraits d'hommes et de femmes qui ont marqué l'histoire du mouvement ouvrier, reproduction de dessins et de manuscrits ! Quelques noms qui résonnent dans la mémoire : Fougères, Carmaux ; quelques dates : 1936, 1968, le tout cousue dans des 1er Mai de légendes ou, de désillusions et de résignation. Et puis la presse, avec en tête, *La Voix du peuple* d'Emile Pouget, l'inoubliable Père Peinard. Tous ces événements que nous regardons défilent dans notre esprit et forme un mur sur lequel est écrit : « Ils ont semé nos libertés » !

Bien sûr, l'ouvrage édité par Syros possède bien quelques relents de l'organisation syndicale qui l'a édité, mais que ceux qui n'ont jamais commis le péché de propagande lui jette la première pierre. « Lisez ce livre, Bon Dieu ! » ce serait exclamé le Père Peinard. Lisez ce livre, vous y trouverez l'histoire des luttes ouvrières qui nous ont fait ce que nous sommes.

Maurice Joyeux

(1) En vente à la librairie du Monde libertaire, 56 F.

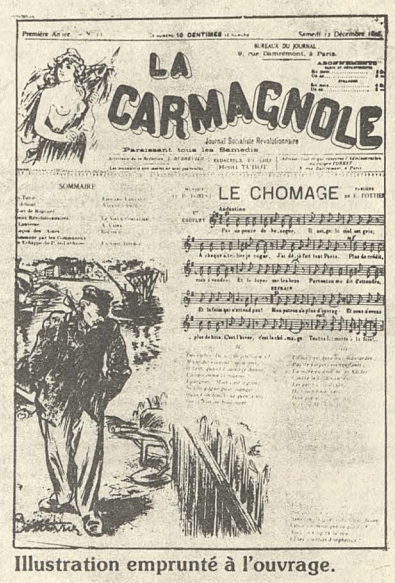


Illustration emprunté à l'ouvrage.

Soutenez *Le Monde Libertaire*
Souscrivez

LA SEMAINE DU TROU NOIR

LE Trou noir — bistrot à chansons — organise une semaine de soutien à Radio-Libertaire, du 23 au 26 avril 1984.

Dès à présent, les places sont en vente : à la librairie du Monde libertaire ; au Trou noir, 34, rue Nationale, Paris 13e, au prix de 35 F et 30 F pour les possesseurs de la carte de soutien à R.-L.

Lundi 23 avril : Louis Capart et J.-P. Breteche, à 21 h.

Mardi 24 avril : Alain Aurenche, à 21 H.

Mercredi 25 avril : Jean Vasca, à 21 h.

Jeudi 26 avril : Jean Bourbon, à 21 h.

CIRQUE

LA COMPAGNIE DE BARBARIE

LE cirque qui se produit en ce moment à Paris a plus d'un trait original. Tout d'abord, c'est un cirque composé de femmes (assez peu nombreuses), environ une dizaine. Mais les numéros s'enchaînent si rapidement, et avec tant de polyvalence, que l'une des acrobates du début sera aussi « clownesse » et la magicienne aura d'autres tours dans son sac.

Certes, on se détend, on rit et on apprécie la technique professionnelle des jeunes femmes. Mais ce qui diffère là aussi des cirques habituels, c'est cette ironie qui circule du début à la fin du spectacle. La meneuse de revue, la « Mme Loyale », personnage sérieux et sévère, est constamment moquée et critiquée par « Mme Femme de ménage » ou autrement nommée : « Pension alimentaire ». Nanti d'une paire d'énormes fesses, d'un fichu et d'un balai, cette dernière fait le ménage de la piste. C'est le « vilain petit canard » qui se trompe de pas dans le numéro d'acrobatie, et qui s'oppose au pouvoir de Mme Loyale.

Ce jeu entre le clown et l'Auguste, s'il est traditionnel au cirque, est ici repensé parce qu'il est jouée par des femmes qui n'oublient pas que dans notre société, un de leur rôle est d'être « des ménagères ». La coulisse du cirque est sur la scène.

Le spectacle est ponctué par des musiciennes. Alliant music-hall, comédie et cirque, tout ceci compose une très bonne soirée, à aller voir rapidement.

Colette

* La Compagnie de Barbarie présente son spectacle à 20 h 30, au chapiteau du square de la Porte-d'Orléans, rue de la Légion-Etrangère, métro Porte-d'Orléans. Tél. : 254.79.09.

PROGRAMMES DE RADIO LIBERTAIRE

• Mercredi 18 avril :
« L'Invité quotidien » (20 h) : Piotr Igides à propos des dissidents soviétiques.

• Jeudi 19 avril :
« Du côté des marmites » (11 h 30) : les syndicats agricoles, l'agriculture et l'assiette du tiers monde.
« La mémoire des sons » (14 h) : Berlioz.
« Si vis pacem » (18 h) : la guerre d'Algérie.
« Chroniques syndicales » (19 h)
« Blues et jazz en liberté » (22 h) : le groupe Axolotl.

• Vendredi 20 avril :
« La bourse et la vie » (10 h) : l'A.F.U.T.T pour les problèmes du téléphone et des télécommunications.
« De bouches à orteils » (16 h) : Patrick Dupuis, A.C.I.
« Le Front des radios libres » (18 h) : petites et grandes nouvelles de la bande F.M.
« L'Invité quotidien » (20 h) : la Ligue des droits de l'Homme parlera de son homologue chinoise.

• Samedi 21 avril :
« Samedi et vous ? » (9 h) : musique, poésie, etc.
« Am'Sud » (14 h) : infos et musique d'Amérique latine.
« U'Kamau » (16 h) : actualité des indiens.
« Prisons » (18 h) : lettres, débat, disques.

• Dimanche 22 avril :
« Ici Dieu, à vous les cloches » (10 h) : émission animée par ceux qui seront de retour de Rome.
« Corsica domane » (14 h) : histoire du peuple basque.
« Qu'un son impur... » (17 h) : musique contemporaine.

• Lundi 23 avril :
« De la lyre aux délires » (11 h) : Serge Livrozet.
« Près du radiateur » (18 h) : le C.D.I.L., journal lycéen.
« Radio-Libertaria » (19 h) : revue de presse, etc., et à 22 h émission en castillan.

• Mardi 24 avril :
« La mémoire sociale » (10 h) : nous la retrouvons petit à petit tous les mardis.
« L'Invité quotidien » (20 h) : le printemps de Pékin 1978-1979.

• Mercredi 25 avril :
« Le bal des affreux » (10 h 30)
« Radio-Esperanto » (16 h)
« Tam-Tam » (18 h) : l'actualité antimilitariste de la semaine.
« Allo maman bobo » (19 h) : la cellulite.
« Epsillonia » (22 h)

SYSSOÏEV : l'action continue

EXPOSITION

LE dessinateur Viatcheslav Syssoïev est en prison depuis plus d'un an, à Moscou, parce que ses dessins génent le pouvoir qui les a déclarés pornographiques, ce qui est un délit en Russie soviétique.

A l'appel de l'A.I.D.A. (1), de nombreux artistes ont encerclé l'ambassade d'U.R.S.S. avec leurs chevalets et en ont fait le « portrait » (2). Les œuvres réalisées ce jour-là (au nombre de 150) sont exposées au théâtre du Soleil, à la Cartoucherie de Vincennes. Ce qui frappe, c'est l'excellente tenue de l'exposition qui démontre bien que la grande majorité des artistes était des professionnels, profondément concernés par une accusation aussi mensongère. Beaucoup de signatures sont connues, parfois très connues, quelques fois anonymes, et c'est très bien comme ça.

Par la qualité de l'exposition et l'humour qui en est la note dominante, par soutien à Syssoïev, vous devez voir celle-ci, ouverte tous les jours. Pour financer l'action, les œuvres sont vendues sur place à des prix généralement très abordables.

Servin

(1) A.I.D.A. : Association internationale des artistes victimes de la répression dans le monde, 6, rue de l'Eure, Paris 14e.
(2) Voir *Le Monde libertaire* du 5 avril 84.

SOLIDARITÉ, PARTICIPATION ET ALIÉNATION OUVRIÈRE !

QUAND, dans le début des années 20, la Confédération française des travailleurs chrétiens (C.F.T.C.) a été créé, c'était dans un but bien précis : rapprocher les points de vue des travailleurs de ceux des patrons, bref faire tout pour qu'il n'y ait pas de conflits. Le « Monsieur tout blanc » de l'époque avait même pondu un long texte où tout ça était expliqué de long en large. Il y a toujours eu des idéologies qui sous couvert d'humanisme, d'amélioration de la condition ouvrière, nient la lutte des classes et entonnent la célèbre ritournelle : « on est tous sur le même bateau ».

Cette propagande venait toujours de ce que l'on appelle la droite ; les partis politiques de gauche se réclamant à divers degrés du socialisme, combattaient globalement une idéologie qui voulait inclure les travailleurs dans la gestion du capital. Le général De Gaulle quand il était aux rênes de l'Etat avait provoqué un véritable tollé de la part des partis politiques de gauche et des syndicats, en causant de la « participation ». Qu'en était-il en fait ?

Si l'on se réfère aux sources actuelles, on apprend, en lisant les affichettes du Mouvement - Solidarité - Participation (M.S.P.) : « Pour les gaullistes, la participation est le seul moyen de transformer la condition ouvrière. Ils considèrent que l'expansion dans une société démocratique est le résultat d'un effort fait en commun par les apporteurs de capitaux et les apporteurs de travail. Il est donc juste que les fruits de cette expansion soient partagés entre tout ceux qui ont concouru à les produire. De même il est nécessaire que les salariés soient associés à la gestion des entreprises. C'est le moyen le plus efficace pour lutter, par une meilleure productivité, contre le chômage. C'est le seul moyen de promouvoir, par la responsabilité, la dignité des travailleurs.»

Si nous avons retranscrit in-extenso ce texte c'est pour montrer que l'on retrouve les mêmes termes dans les discours actuels de la majorité politique P.S. et P.C. Avec mai 81 et le changement, la gauche étant à la direction des affaires tout le monde doit en mettre un bon coup pour que ça aille bien. Le célèbre slogan de la direction du P.C. à la Libération : « Retroussons nos manches ! » se rejoignant dans les faits avec le combat gaullien pour une « meilleure productivité ».

Si à la C.F.D.T., on ne parle plus dans le discours officiel de lutte des classes, si on en vient même à dire que le patronat a son importance et qu'on l'invite à causer lors de stages de formation syndicale, ce n'est guère mieux à la C.G.T. Bien sûr, on prévient dans les circulaires internes de la confédération dirigée par Krasucki que certains travailleurs vont hurler à la collaboration de classes, mais on insiste pour que par le biais des C.E., on intervienne dans la gestion des entreprises, pour une meilleure productivité, contre le gâchis patronal.

Au milieu de ce « confusionnisme interclassiste » le R.P.R. a beau jeu d'appeler les travailleurs à s'organiser en rejoignant ses cellules d'entreprise !

« L'esprit d'entreprise c'est nous ! » braillent à qui mieux mieux certains dirigeants de la C.G.T. qui croient encore qu'ils sont syndicalistes. Le syndicalisme lorsqu'il représente et défend les intérêts des travailleurs contre toutes les autres classes de la société et contre l'Etat, peut représenter une force considérable. Le fait que les dirigeants des confédérations syndicales, toutes tendances confondues, aient choisi d'avaler des couleuvres au nom du mirage de la démocratie parlementaire, laisse présager le pire.

Encore plus avant dans la gestion du capitalisme avec les syndicats dans le coup, cela est-il possible doivent se demander ceux de la majorité actuelle ? Sans se poser la question de savoir si leur idéologie est vraiment différente de celle des gaullistes... Comme quoi gauche ou droite, le patronat s'il est « gentil » a droit à tous les égards. Au risque de passer pour des reliquats du XIX[e] siècle, les anarchistes considèrent que des classes sociales existent et que leurs intérêts sont divergents. Ceux qui vivent de leur force de travail concrétisée par un chèque en fin de mois ont un autre monde à construire et en attendant, la lutte des classes ça existe !

J.-P. Germain

YVON GATTAZ, LE « MONSIEUR PLUS » DU PATRONAT

YVON Gattaz est-il hanté par le spectre de 1968 ? Il craint, a-t-il expliqué, que le maintien de la politique de « rigueur » ne provoque une explosion sociale. Mais il ne vit pas dans les transes au point de préconiser un déblocage général des salaires !... Il n'est pas question, pour lui, d'une relance de l'économie par l'augmentation de la consommation des travailleurs.

Le président du C.N.P.F. demande par contre « la relance par l'investissement » ce qui, de toute évidence, revient à inverser les données du problème. En effet, une augmentation des investissements est plus un signe de redémarrage de l'économie qu'un moyen de la faire repartir. Les capitaux continuent à se diriger vers les placements spéculatifs tant que la conjoncture ne permet pas d'espérer de meilleurs profits du côté des investissements industriels.

Gattaz lance un vibrant appel à la « mobilisation contre le chômage » mais les investissements dont il rêve son destinés à « rentabiliser » les entreprises, c'est-à-dire à augmenter la productivité, donc à réduire la main d'œuvre. Et pour les faciliter, il réclame de nouveaux « encouragements » alors qu'il existe déjà plus de 300 types d'aides destinées aux patrons malheureux et financées, bien entendu, par les contribuables.

Yvon, donc, souhaite de nouvelles déductions fiscales en fonction des investissements réalisés et la suppression pure et simple de la taxe professionnelle qui alimente les finances des collectivités locales. Et par quoi remplacer cette taxe qui rapporte 6 000 milliards de centimes, sinon par une majoration de la T.V.A. et de la taxe intérieure sur les produits pétroliers ? Les services spécialisés planchent paraît-il sur cette dernière hypothèse qui va dans le sens souhaité également par le pouvoir, c'est-à-dire le transfert des charges des entreprises sur les ménages.

Gattaz aime bien les jeunes

Toujours pour « lutter » contre le chômage, Gattaz — quel philanthrope ! — propose un plan en faveur de l'emploi des jeunes et, notamment, des stages de « formation alternée ». Mais cet intérêt pour les jeunes est-il vraiment... désintéressé ? Il convient de rappeler à ce propos que les différentes mesures (pactes pour l'emploi) prises depuis 1977 et accompagnées d'exonérations de charges sociales, ont eu une influence nulle sur l'emploi en question.

Une étude du ministère du travail prouve que les stages pratiques ont permis à certains employeurs, dans des petites

entreprises où la rotation des effectifs est rapide, de se procurer une main d'œuvre à très bon marché et d'adapter leurs effectifs aux conditions de la production. Soixante pour cent des stagiaires interrogés ont déclaré avoir participé normalement à la production et 4% seulement avoir reçu des cours ! Et, en fin de stage ils se sont retrouvés sur le pavé.

Le président du C.N.P.F. demande également une « réforme radicale » de la législation du travail à temps partiel. La politique de « flexibilité » de la main d'œuvre a été développée par le patronat surtout depuis 1975. Le travail à temps partiel a pris de l'ampleur principalement dans les grandes entreprises (où il a augmenté de près de 23% de mars 81 à mars 82). Cependant il n'a pratiquement pas créé d'emplois nouveaux car il s'est presque toujours agi d'une transformation d'emplois à plein temps en emplois à temps partiel. Cette évolution résulte beaucoup moins d'une demande des salariés que de la volonté des patrons d'étendre un système où ils ne trouvent que des avantages. Et, manifestement, ils veulent encore aller plus loin. Selon Jacques Meraud, inspecteur général de l'Institut national des statistiques et des études économiques (I.N.S.E.E.), « c'est une solution souple qui peut s'adapter à de nombreux postes de travail » et il existe de nombreux cas où les salariés « pourraient travailler en binomes » ce qui améliore la productivité. Quand on travaille à mi-temps, le salaire est coupé en deux, mais pas la production !

Des travailleurs fantômes !

La grande trouvaille d'Yvon Gattaz c'est la création « d'emplois à contraintes allégées ». Ils ne seraient pas comptabilisés dans les effectifs, ce qui supprimeraient les obligations créés par le franchissement de certains seuils (Comité d'établissement, C.H.S., délégués syndicaux). Bien entendu, les employeurs bénéficieraient de l'exonération de taxes pour la formation, les transports et seraient dispensés de l'autorisation préalable, en cas de licenciements économiques (pourtant, dans le système actuel, 95% des licenciements sont accepté par l'administration, mais, sans doute, la procédure est-elle trop lente !). Pour résumer, il saute aux yeux que le patronat veut créer une nouvelle catégorie de salariés : des travailleurs fantômes, des ouvriers ectoplasmes et éjectables à volonté. Et comme on perçoit mal les limites d'un tel système, il est à craindre que rien ne puisse empêcher cette nouvelle espèce de proliférer.

En déballant toutes ces revendications, Gattaz accomplit évidemment son boulot de patron des patrons. Et il se livre ouvertement à ce chantage : pour telle mesure c'est tant de centaines de milliers d'emplois en plus. Sera-t-il entendu par le pouvoir ? Certains avancent qu'il est bien difficile au gouvernement de donner satisfaction au patronat alors qu'il matraque les travailleurs, ses « meilleurs amis »... En Lorraine cependant, le proconsul Fabius a annoncé la prise en charge par l'Etat, à 100%, des cotisations sociales pour toute création d'emploi. La Bourse a, paraît-il, fort bien accueilli ces excellentes dispositions. Gattaz peut donc espérer et c'est pourquoi, « Monsieur Plus » du C.N.P.F., il donne quelques bons coups d'épaule au gouvernement pour qu'il mette davantage de beurre dans les épinards patronaux.

Sébastien Basson

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.